

CAMIER
B

SPECIAL DIMANCHE

**UNE JOURNÉE
DANS LA VIE DE...**



Pierre Barbeau est le président du plus éblouissant festival de la neige au monde, celui du 33e Carnaval de Québec.

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Pierre Barbeau a finalement atteint le sommet de la pyramide du carnaval

◆ Depuis 33 ans déjà que le Carnaval de Québec se déroule chaque année en début de février, sa continuation est certes assurée, mais encore faut-il qu'il soit dirigé par un président bien au courant de l'événement. Depuis trois ans qu'il entroyait ce jour, Pierre Barbeau est maintenant en poste et, plus que jamais, il tient à ce que les yeux du monde entier soient tournés vers notre capitale de la neige au cours des prochains jours.

vernal québécois, mais surtout qu'il était primordial qu'il puisse disposer d'une très grande disponibilité. Et tout cela s'est révélé des plus exact!

Mentalement prêt

"Ça fait à peu près quatre ans que je me préparais à remplir cette tâche à plein temps. De profession, je suis coordonnateur au service conseil de la Caisse populaire des fonctionnaires. C'est un copain qui m'avait amené dans l'organisation du carnaval il y a huit ans, en "m'embarquant" dans le financement avec l'effigie.

"A partir de là je me suis initié au fonctionnement de toute l'organisation. Par la suite, j'ai travaillé dans différents comités... directeur de celui des activités sportives, puis trésorier du comité exécutif, ensuite vice-président l'an dernier et le gros "hit" cette année," lançait-il en riant, assis dans le salon près de sa femme Claudette et leur fillette Marie-Hélène, quatre ans et demi, assise timidement sur ses genoux.

Traversant jour après jour un horaire essoufflant, Pierre Barbeau

ajoutait: "J'essaie quand même de me trouver quelques minutes chaque jour, pour aller faire un saut à la maison et jaser avec mes deux amours. Ça m'aide à reprendre mon souffle et mon tempo régulier."

Assis dans la cuisine, son fidèle compagnon Ben Demers feuilletait le grand journal, en attendant l'instant de reprendre le volant pour le conduire vers une autre destination. "C'est ma huitième année comme chauffeur régulier du président du carnaval, notait Ben en souriant, ça m'occupe et ça me distrait" ajoutait-il en laissant voir des tempes grisonnantes.

Bien calme et très à l'aise, Claudette donnait son point de vue sur les activités de son mari: "Je savais, connaissant l'ambition de Pierre et le voyant s'intéresser de plus en plus au carnaval, qu'il en deviendrait président. Je m'étais déjà habituée à sa vie mouvementée. C'est vrai que depuis que la période pré-carnavalesque est lancée, on ne se voit plus souvent. Mais par ci-par là

on se téléphone et on arrive à se rejoindre à certains soupers ou certaines soirées avec d'autres membres de l'exécutif et leurs femmes. On s'amuse, on prend la vie sur le sens du carnaval..." poursuivait-elle en caressant la tête de Twiggy, leur chienne Labrador bien docile, couchée à leurs pieds dans cette résidence du quartier Laurentien.

Du matin au soir

Montrant une liste de rendez-vous longue comme ça, dactylographiée sur plusieurs pages, le président doit commencer ses journées tôt, vers 6h30. Une journée-typique: lever à 6h moins le quart, petit déjeuner et voilà son chauffeur Ben qui vient le prendre car déjà beaucoup de personnes âgées attendaient sa venue avec Bonhomme et les duchesses à 8 heures, à l'Hôpital Général. Et ça ne fait que commencer...

À 9h, en route pour une conférence de presse; à 10h, "mee-

ting" avec les directeurs pour revoir, corriger ou préciser certains détails; à 11h, séance de photographies devant le palais de Bonhomme pour quelques médias; midi, allocution à prononcer au Hilton au diner d'un club social; 14h, entrevue à la télévision; 16h, visite sociale à l'invitation d'un organisme communautaire de Saint-Nicolas avec Bonhomme et les duchesses; 17h, retour aux quartiers généraux du carnaval sur la rue Joly, pour une série d'appels téléphoniques et d'entretiens avec le directeur général Michel Proulx, etc. Puis le souper, prévu avec l'exécutif ou peut-être un organisme ou un club social à la suite d'une invitation inscrite à l'agenda.

Un instant de réflexion et Barbeau résumait: "Ça fait énormément de choses à superviser: visites au palais de Bonhomme pour voir les travaux, aux ateliers pour constater si les chars seront prêts, à la salle de presse où il y a toujours des journalistes ou commentateurs de

télévision qui voudraient en savoir plus ou aller plus loin dans le fonctionnement global de la "machine" sans compter les nombreuses allocutions à prononcer et visites humanitaires, au programme, etc."

"En somme, d'ajouter Claudette, c'est un cheminement. On s'y était préparé et on savait pas mal à quoi s'attendre..." Pierre reprend "au point de vue la santé, je m'étais aussi fixé un régime prudent, pas de boisson, surveiller ce que je mange et pas de dépenses d'énergie inutile."

Le mandat du président du Carnaval, ça dure un an. "Quand les réjouissances sont passées, il reste encore à tout analyser, à comptabiliser, à revisiter...L'important est que la fête soit couronnée de succès et fasse ses frais. C'est au terme de l'assemblée générale vers la mi-avril, qu'on peut se croiser les bras et songer à un repos," concluait Barbeau.



Textes de
François ROY

Passer une journée avec un président de carnaval, n'était pas une mince tâche, car LE SOLEIL se doutait qu'il ne s'agissait pas seulement pour lui d'aller prononcer d'innombrables allocutions sur le financement, l'organisation ou l'impact touristique de ce festival hi-

Que sont devenus les ex-présidents?

● Qu'est-il advenu de tous ces hommes entreprenants qui ont oeuvré comme présidents pour étendre la popularité du Carnaval de Québec?

● M. Wilbrod Bhéer président en 1957, jouit de sa retraite tout comme M. Roland Morneau de Jos Morneau Inc., qui présida en 1959, et M. Paul Chaput président en 1960.

● M. Pierre Tremblay, président en 1963, dirige toujours Publim, une société de Québec qui oeuvre dans le secteur de la publicité.

● M. Théo Genest président en 1972, est maintenant conseiller à la ville de Québec tout comme M. Jean Pelletier président en 1973, en est devenu le maire.

● M. Pierre Villa, président en 1975 est devenu vice-président de la brasserie Labatt à Montréal, et Denis Harrington président en 1976, est courtier d'assurances.

● En 1977, le directeur de Molson à Québec, M. André Tranche-montagne assumait la présidence du carnaval. Il est resté chez Molson. Mais son trésorier de l'époque, Michel Côté, est devenu quant à lui ministre de l'Expansion industrielle régionale, dans le cabinet Mulroney.

Vente de fermeture

RETRAITE APRÈS 40 ANS
MEUBLES ET
ÉLECTROMÉNAGERS

À PRIX
D'ABANDON

**FOYER...
MEUBLE.**

200, ST-JOSEPH EST
ANGLE CARON 529-9648

**NOVA
SEDAN 1986
FLAMBANT NEUVE**



#62067
4 portes, sièges baquets,
dégivreur électronique, radio
AM, moteur 1.6 litre, transmis-
sion 5 vitesses, pneus radiaux,
miroirs sport, etc.

9 895\$

MARLIN
Chevrolet Oldsmobile Inc.
Ste-Foy, Québec

2145, boul. Charest ouest
688-1212 **GM**

Pour un monde
en fête!

du 5 au 15 février 1987



PROGRAMMATION DU 33e CARNAVAL
CE SOIR - 20h00
GALA DE COIFFURE & MAQUILLAGE
EXCENTRIQUES

11h00 LES DIX KILOMÈTRES DU CARNAVAL
Départ: Centre Lucien-Borne
(100, chemin Ste-Foy)

13h30 THÉÂTRE POUR ENFANTS: "UN AMI DANS LE FRIGO"
Lieu: Palais Montcalm
Coût: 3,00\$

À VISITER...
PLACE DU PALAIS
PLACE DE LA FAMILLE
Lieu: Parc Cartier-Brébeuf
PLACE DES ARTS
Lieu: Grand Théâtre de Québec
RUE STE-THÉRÈSE

14h00 PROCLAMATION DES GAGNANTS DU CONCOURS
INTERNATIONAL DE SCULPTURE SUR NEIGE
Lieu: Place du Palais

20h00 GALA DE COIFFURE & MAQUILLAGE EXCENTRIQUES
Lieu: Centre Municipal des Congrès
Coût: 6,00\$

**LA
CLINIQUE
TARDIF ENR.**
595, boul. Charest est
Tél.: 529-9721

**DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES**

Optométristes

- Exams de la vue
- Verre de contact ● Lunettes
- Soins professionnels complets



Cet hiver, la Seigneurie des Aulnaies convie les promeneurs à venir donner quelques coups de lame sur sa belle patinoire, sise à l'arrière du moulin banal (ci-dessus), ou à emprunter les sentiers de ski de randonnée et de raquettes, situés tout juste à côté du manoir du seigneur Pascal-Aimable Dionne (photo de droite).



Le Soleil, Gilbert Leduc



Mme Marguerite Leclerc accueille les visiteurs 12 mois par année au Musée des Anciens Canadiens à Saint-Jean-Port-Joli.

♦ SAINT-ROCH-DES-AULNAIES - Destination familiale populaire en saison estivale, la région de Saint-Jean-Port-Joli tombe, malheureusement, dans l'oubli des touristes dès l'arrivée des premières neiges.



par Gilbert LEDUC

Pourtant, si on se donne la peine de chercher un peu, la partie Est de la Côte-du-Sud n'a rien d'une région désertique où l'on rentre les trottoirs en hiver!

À la sortie 400, sur l'autoroute 20, il suffit de mettre le cap vers le

centre de ski de fond Sport Plus, de Saint-Eugène, pour découvrir les joies de skier sur un réseau de 13 pistes, d'une longueur totale de 60 kilomètres, au pied des Appalaches.

En opération depuis huit ans, Sport Plus est encore méconnu des fondeurs. "Cependant, depuis trois ans, l'affluence est plus grande", précise Anne-Marie Berthiaume, membre du bureau de direction de ce centre qui fonctionne grâce au bénévolat de citoyens de la région de l'Islet. Situé à près de 100 kilomètres de Québec, le centre de Saint-Eugène répond aux attentes des fondeurs de tous les calibres. "Nous avons un parcours de 25 kilomètres, aller-retour, qui permet de se rendre jusqu'au lac des Trois-Saumons", informe Anne-Marie Berthiaume. Un chalet et cinq refuges chauffés sont à la disposition des sportifs, qui peuvent skier sept jours par semaine à Sport-Plus. De plus, les week-ends, les parents pourront glisser sur la neige en toute quiétude, puisque leurs bambins pourront se divertir dans une garderie aménagée dans le chalet principal.

Seigneurie des Aulnaies

Les fervents de grand air peuvent aussi poursuivre leur route, sur la "20", et s'engager sur la sortie 430 pour découvrir la Seigneurie des Aulnaies, la plus ancienne concession seigneuriale sur la rive sud du Saint-Laurent.

Cet hiver, la Seigneurie convie les promeneurs du dimanche à venir donner quelques coups de lame sur sa belle patinoire, sise à l'arrière du moulin banal, ou à emprunter les sentiers de ski de randonnée et de raquettes, situés tout juste à côté du manoir du seigneur Pascal-Aimable Dionne.

Aménagée sur le ruisseau Le Bras et sur l'étang du manoir, qui

sert de réservoir au moulin lors des périodes de sécheresse, la patinoire, dont l'épaisseur de la glace est actuellement de 14 ou 15 centimètres, est longue d'environ 250 mètres. Empruntant un sentier sinueux, le patineur n'a pas l'impression de tourner en rond comme c'est souvent le cas sur une patinoire publique.

C'est la première fois, depuis une trentaine d'années que la Seigneurie accueille les patineurs. Dans les années 50, Mme Aimé Deschênes, la dernière propriétaire du manoir avant que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies prennent en charge les destinés du Manoir, recevait ses voisins pour un après-midi de patinage sur l'étang. Et comme c'est encore le cas aujourd'hui, ce sont les patineurs eux-mêmes qui enlèvent la neige qui couvre la surface glacée.

Sans tambour, ni trompette, près de 400 amateurs de plein air ont déjà profité des installations de la Seigneurie depuis le mois de décembre. "On veut faire savoir à la population de Québec et de la Rive-Sud qu'il se passe quelque chose sur la Côte-du-Sud, en hiver", indique le directeur de la Seigneurie, André Kirouac, en précisant que le meunier est à son poste, la semaine, pour moudre le blé. Incidemment, au cours de la dernière année, 60,000 kilos de farine ont été produit au moulin banal.

Musée des Anciens Canadiens

Après une journée de sports d'hiver, pourquoi ne pas apaiser sa curiosité en rendant visite aux boutiquiers et aux artisans de Saint-Jean-Port-Joli? Du moins à ceux qui font affaires 12 mois par année...

La route 132 offre aux baladeurs une panoplie de commerces et de musées pour permettre d'apprécier

des oeuvres typiques de Saint-Jean-Port-Joli.

Désertés par la clientèle touristique dès le retour des jeunes à l'école en septembre, beaucoup de musées et de boutiques de la Côte-du-Sud ferment les livres. Ce n'est pas le cas du musée François-Pilote, de La Pocatière, ou du Musée des Anciens Canadiens de Saint-Jean-Port-Joli.

Résidant au second plancher de leur musée dédié aux grands sculpteurs locaux, tels qu'André, Médard et Jean-Julien Bourgault, Pier Cloutier et autres, Maurice Leclerc et sa femme reçoivent des visiteurs 12 mois par année. Madame Leclerc, qui administre aujourd'hui le Musée des Anciens Canadiens en compagnie de ses deux filles, Linda et Marielle, ne cache pas que les mois d'hiver sont longs. "Mis à part quelque voyages organisés, c'est bien tranquille entre les mois de septembre et de mai", avoue Mme Leclerc, habituée à l'achalandage estival qui peut amener plus de 20,000 visiteurs.

Inévitablement, le visiteur verra les traditionnelles sculptures de pêcheurs. Il se rincerait l'oeil devant les pièces d'une nouvelle génération d'artisans du bois, dont celles réalisées, entre autres, par le caporal Leclerc, le fils des propriétaires du Musée des Anciens-Canadiens.

Et pourquoi pas l'hiver?

Les intervenants rencontrés par LE SOLEIL, ont mentionné que la Côte-du-Sud doit se serrer les coudes pour intéresser et inviter les gens de Québec et de la Rive-Sud à se pointer le nez vers l'Est, même, et surtout, en hiver.

L'idée est de mettre un terme au cercle vicieux qui veut: "qu'on y va pas parce qu'il n'y a rien à faire; il n'y a rien à faire, parce qu'on y va pas!".



Le Soleil, Gilbert Leduc

Les fervents du grand air peuvent pratiquer leurs activités préférées dans un décor enchanteur lorsqu'ils se rendent dans la partie Est de la Côte-du-Sud.

Charlesbourg En quête de locaux, la garderie La Chanterelle demande l'aide de la ville

♦ "Si la ville ne nous accorde pas sa collaboration pour trouver d'autres locaux, la garderie La Chanterelle mourra et les parents de 55 enfants devront dénicher une ressource dans les municipalités voisines car les autres garderies de Charlesbourg sont bondées", déclarent au SOLEIL les responsables de la garderie.

par Yves THERRIEN

La garderie, comme plusieurs autres groupes communautaires, doit quitter l'école Carrefour II par suite d'une réorganisation des classes à la Commission scolaire de Charlesbourg et le départ de l'école spécialisée Joseph-Paquin de l'Institut des sourds pour l'école Carrefour I.

Si la garderie La Chanterelle disparaît, sept emplois permanents, un emploi à temps partiel et des postes occasionnels seront perdus pour la municipalité, sans compter le chiffre d'affaires de la garderie estimé à quelque \$180,000. "Les 48 familles devront aller ailleurs, affirme la présidente Marie-Claude Soucy. Si la municipalité a vraiment l'intention d'attirer de jeunes familles, elle devrait au moins aider à conserver les services nécessaires pour ces futurs citoyens."

Les responsables disent avoir appris les intentions de la commission scolaire de récupérer l'école pour fin d'enseignement quelques jours seulement avant la prise de décision en décembre. "De justesse, nous avons pu nous faire entendre par les commissaires", soutient la vice-présidente Réjeanne Verreault. "Ils ne nous ont même pas encore avisés qu'il faut quitter, poursuit le trésorier Jacques Bélanger, mais nous devons savoir ou nous pourrions loger avant la fin du mois, sinon tout tombe à l'eau."

La commission scolaire aurait proposé à la ville de construire une annexe à l'école puisque des travaux doivent être effectués au cours de l'été. Toutefois, selon les discussions entre les responsables de la garderie et le conseiller du quartier, M. Gilles Leduc, Charlesbourg n'est pas intéressée à investir sans une participation du gouvernement provincial.

"M. Leduc affirme que nos problèmes ne sont pas une priorité pour le conseil, continue Mme Soucy. Nous ne sommes pas une société reconnue par la ville. Je demeure convaincue qu'ils auront une solution pour les autres groupes comme le Carrefour de l'Auvergne et la Corporation des loisirs de Saint-Jérôme et ils ne

font rien pour nous. Le conseiller Leduc prétend que nos chances sont nulles. Il n'y aurait rien de prévu dans le plan triennal. De toute manière, il semble ne jamais y avoir de prévisions pour les organismes communautaires et le conseil est toujours pris de court par les événements."

Selon les responsables de la garderie, la ville pourrait acheter la villa Saint-Vincent, dont voudrait se départir la compagnie Construction canadienne, et louer des locaux à la garderie et autres groupes du milieu. Le groupe s'entretiendra avec le maire Ralph Mercier à ce sujet lors de la réunion du comité exécutif demain matin.

La coordonnatrice des activités, Mme Louise Dostie, mentionne par ailleurs que le maire fait partie d'un comité consultatif sur la situation des garderies au Québec. "Il a un très beau cas sur son territoire, il devrait au moins être sensible à notre problème."

Le groupe envisage des moyens de pression dans les prochains jours. "Nous irons faire prendre l'air aux enfants, affirment les responsables sans décrire le moment ou la forme que prendra la manifestation."



Le Soleil, Gilles Lafond

Selon Mme Marie-Claude Soucy, présidente du conseil d'administration de la garderie La Chanterelle, la ville doit apporter son aide sinon la garderie disparaîtra.

DOSSIERS

A l'heure de la compétitivité aux Etats-Unis Dans le tourbillon protectionniste

Quand les Républicains sont débarqués à la Maison-Blanche et au Sénat, en 1980, Les Etats-Unis affichaient un surplus commercial de \$6 milliards. Sept ans plus tard, on parle d'un déficit de \$170 milliards. Et en plus, l'échiquier politique a bougé: confronté à une majorité démocrate, Ronald Reagan doit changer de discours. Son nouveau thème: la compétitivité. Mais voilà! Il s'y prend un peu tard et ses adversaires ont l'appétit aiguisé. Il n'en reste pas moins que c'est de ce côté que le vent souffle. En serait-on à l'heure du compromis? Notre collaborateur à Washington, Yves Gilson, fait le point.

♦ Pendant 6 ans, Ronald Reagan a refusé de reconnaître la montée des tendances protectionnistes au Congrès. Aujourd'hui, il est obligé de lâcher du lest. Il a donné aux voutours démocrates une carcasse appelée compétitivité. Mais les voutours sont plus affamés qu'il ne le pense.

par Yves GILSON
(collaboration spéciale)

Quand les Républicains se sont emparés de la Maison-Blanche et du Sénat en 1980, les Etats-Unis jouissaient d'un surplus commercial de 6 milliards de dollars. Aujourd'hui, la balance commerciale est dans le rouge, 170 milliards pour être précis.

L'Américain-consommateur, ne s'en plaint pas. Grâce à la politique "portes ouvertes" de cette administration, il n'a que l'embarras du choix pour trouver une voiture japonaise, sud-coréenne ou européenne de qualité et à un prix raisonnable. Il peut s'acheter un bon petit vin français pour le prix de six coca-cola, se chauffer élégamment de souliers brésiliens et s'habiller "chic" de vêtements "made in Philippines" sans que son portefeuille en souffre.

L'Américain-travailleur par contre ne chante pas sur le même ton. La concurrence fait perdre des emplois, les patrons mettent la clef sous le paillason et vont installer leurs usines là où la main-d'œuvre est moins chère et où des communautés entières se meurent.

Il est difficile de réconcilier l'Américain-consommateur et l'Américain-travailleur. Pendant six ans, l'administration Reagan a

favorisé le premier avec comme résultat cet énorme déficit. Cette année cependant, le second aura voix au chapitre. Le Congrès est décidé à protéger les travailleurs et à fournir à l'industrie les moyens de prouver qu'elle peut, elle aussi, retrouver son lustre d'autant, bref, être compétitive.

Le commerce

On va beaucoup parler de commerce dans les mois à venir à Washington. La Chambre des représentants, le Sénat et la Maison-Blanche préparent chacun de son côté de nouvelles réglementations qui devraient répondre au problème du déficit commercial.

Le sujet n'est pas nouveau. Pratiquement depuis que le président Reagan a pris ses quartiers à la Maison-Blanche, les Démocrates et le monde industriel ont réclamé à corps et à cris que des mesures soient prises pour courber l'afflux des produits étrangers sur le marché américain et rééquilibrer la balance commerciale. L'an dernier, pas moins de 700 projets de loi "protectionnistes" ont été introduits. Mais ils se sont heurtés à l'opposition des sénateurs et représentants républicains qui suivaient encore à l'époque les directives de la Maison-Blanche.

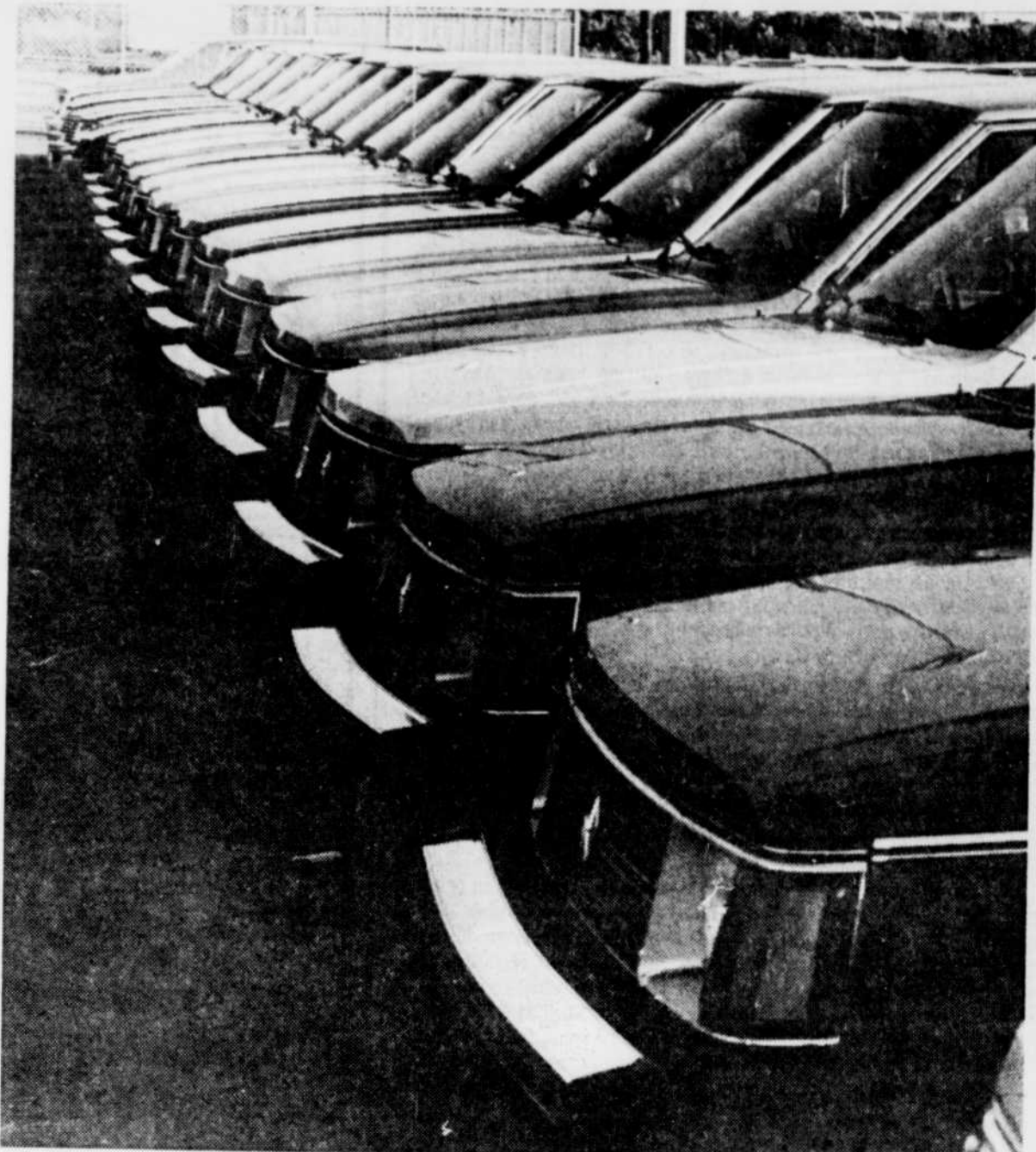
Les choses ont cependant changé. Le président a perdu sa précieuse majorité républicaine au Sénat et bon nombre de ses fidèles alliés préparent déjà la campagne électorale de 88 pendant laquelle le déficit commercial est certain de jouer un rôle vedette. Autrement dit, tous les ingrédients sont présents pour qu'une réglementation majeure soit votée cette année.

Sous quelle forme et dans quelle atmosphère? Cela reste à définir. Le président, sachant très bien qu'il ne pourra plus rester sourd aux demandes du Congrès, est désireux d'entamer le dialogue. Lors de son discours sur l'état de l'union du 27 janvier dernier, il a annoncé une série de mesures qu'il a regroupées sous la bannière "compétitivité": redéfinir les priorités du système d'éducation, augmenter les dépenses fédérales pour la recherche de base; consolider les incitants fiscaux pour la recherche et le développement de produits industriels; protéger les droits intellectuels (inventions et copyright); modifier les réglementations anti-trust; assouplir les contrôles à l'exportation et accélérer le transfert de technologie des agences fédérales au privé.

Prudence positive

La réaction des Démocrates et du monde industriel est "prudemment positive". Pour la première fois, il a fait de la compétitivité une priorité nationale, ce qui n'est pas mal en soi, déclare Jerry Jasinowski, chef économiste de l'Association nationale des fabricants. "Il ne fait aucun doute que le fait qu'il (le président) l'ait mentionnée donne du poids", renchérit Alan Magazine, président du Council on Competitiveness, un groupe privé qui regroupe des personnalités du monde des affaires, de la communauté académique et du monde du travail.

Mais pour les leaders démocrates, son discours manque de souffle. "Il y a beaucoup de déjà-vu" souligne le sénateur Baucus, co-président de la Commission sur la compétitivité, qui compte plus



Avec la montée du protectionnisme aux Etats-Unis, les consommateurs américains seront peut-être obligés d'acheter davantage de produits "made in USA". Finie, l'ère des voitures japonaises et coréennes?

de 190 membres du Congrès dans ses rangs. Le sénateur Bentsen, président de la puissante Commission sénatoriale des finances annonce plus abruptement la couleur: "Je suis heureux que l'accent soit mis sur la compétitivité. Mais

d'après ce que je déduis des propositions de l'administration, cela n'ira pas aussi loin que ce que nous voulons au Congrès."

Ce que le Congrès veut en fait, c'est forcer le président à réagir plus vite et plus sévèrement à tout

contentieux qui oppose les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux. Le sénateur Bentsen voudrait également que soit réduit le pouvoir discrétionnaire dont jouit le président pour toutes les décisions commerciales.

Des portes qu'on s'apprête à refermer

♦ Si rien ne vient troubler le travail du Congrès dans les semaines à venir, la nouvelle réglementation commerciale devrait être articulée autour des thèmes suivants:

- Tout pays jouissant d'un trop large surplus commercial avec les Etats-Unis serait tenu de négocier des réductions équivalent à une diminution annuelle de 10 pour 100 de ce surplus jusqu'à ce que la balance commerciale entre les deux pays atteigne "... une proportion acceptable". En cas de refus, les Etats-Unis auraient recours aux quotas, tarifs et autres barrières commerciales.

- Si un partenaire commercial américain viole les accords commerciaux, le président serait obligé de prendre des sanctions. Ce qui sous-entend que le président ne pourrait plus se retrancher derrière des raisons de politique étrangère pour fermer les yeux.

- S'il est prouvé qu'un gouvernement étranger se livre à ce qui s'appelle en termes techniques l'"Export Targeting", le gouvernement américain prendra des mesures de représaille. L'exemple le plus éloquent est l'assaut organisé par le gouvernement japonais sur l'industrie américaine des semi-conducteurs et des machines-outils.

- Les Etats-Unis fermeront leur marché aux pays qui limitent l'accès à leur aux produits américains.

- Le Congrès prône un transfert d'autorité du président au Représentant Commercial U.S. (dans ce cas, Clayton Yeutter) pour déterminer si les pratiques commerciales étrangères heurtent tel ou tel segment de l'industrie américaine et si celle-ci est éligible pour recevoir une aide fédérale.

- Il désire également imposer une limite de temps pour résoudre les cas concernant les violations des accords commerciaux internationaux. Si l'administration ne prend aucune décision avant la date limite, le président serait tenu de prendre des mesures de représaille.

Ces deux derniers points provoquent déjà une levée de boucliers dans les rangs de l'administration Reagan. "Le président n'acceptera jamais d'avoir les mains liées" déclare le secrétaire au Transport William Brock, ancien représen-

tant commercial U.S. et un des architectes du plan "compétitivité" de la Maison-Blanche. Un porte-parole de Clayton Yeutter déclare pour sa part qu'en général, "... nous nous opposons à toute limite qui serait imposée sur le pouvoir discrétionnaire du président. Le président a besoin de flexibilité pour décider comment traiter les cas commerciaux".

Un compromis?

N'empêche que l'administration est plus soucieuse que jamais de montrer ses bonnes intentions au Congrès. Elle a envoyé plusieurs signaux puissants ces derniers mois qui laissent penser qu'elle recherche effectivement un compromis avec les législateurs. Il y a la récente "guerre commerciale" avec la Communauté européenne pen-

dant laquelle les Etats-Unis menaçaient d'imposer un tarif de 200 pour 100 sur certains produits européens en représaille d'une décision de la CEE d'augmenter les droits d'entrée pour l'importation de grain américain en Espagne. Les officiels ont également supprimé le statut privilégié d'une série de produits exportés par Taiwan, la Corée du Sud et d'autres pays en

voie de développement qui jouissent d'un large surplus commercial avec les Etats-Unis. Enfin, les négociateurs américains ont araché à leurs confrères canadiens qu'ils imposent une surcharge de 15 pour 100 sur l'exportation de bois d'oeuvre.

Le plan "compétitivité" et cette série de résultats seront-ils suffisants pour empêcher le Congrès de

voter des mesures purement protectionnistes? C'est douteux. Tout ce que peut espérer l'administration Reagan est que le langage soit plus modéré que celui qu'elle entend pour l'instant. Et elle n'est pas la seule. Les partenaires commerciaux suivent aussi de très près la progression de la nouvelle réglementation, prêts à actionner les mécanismes de représaille.

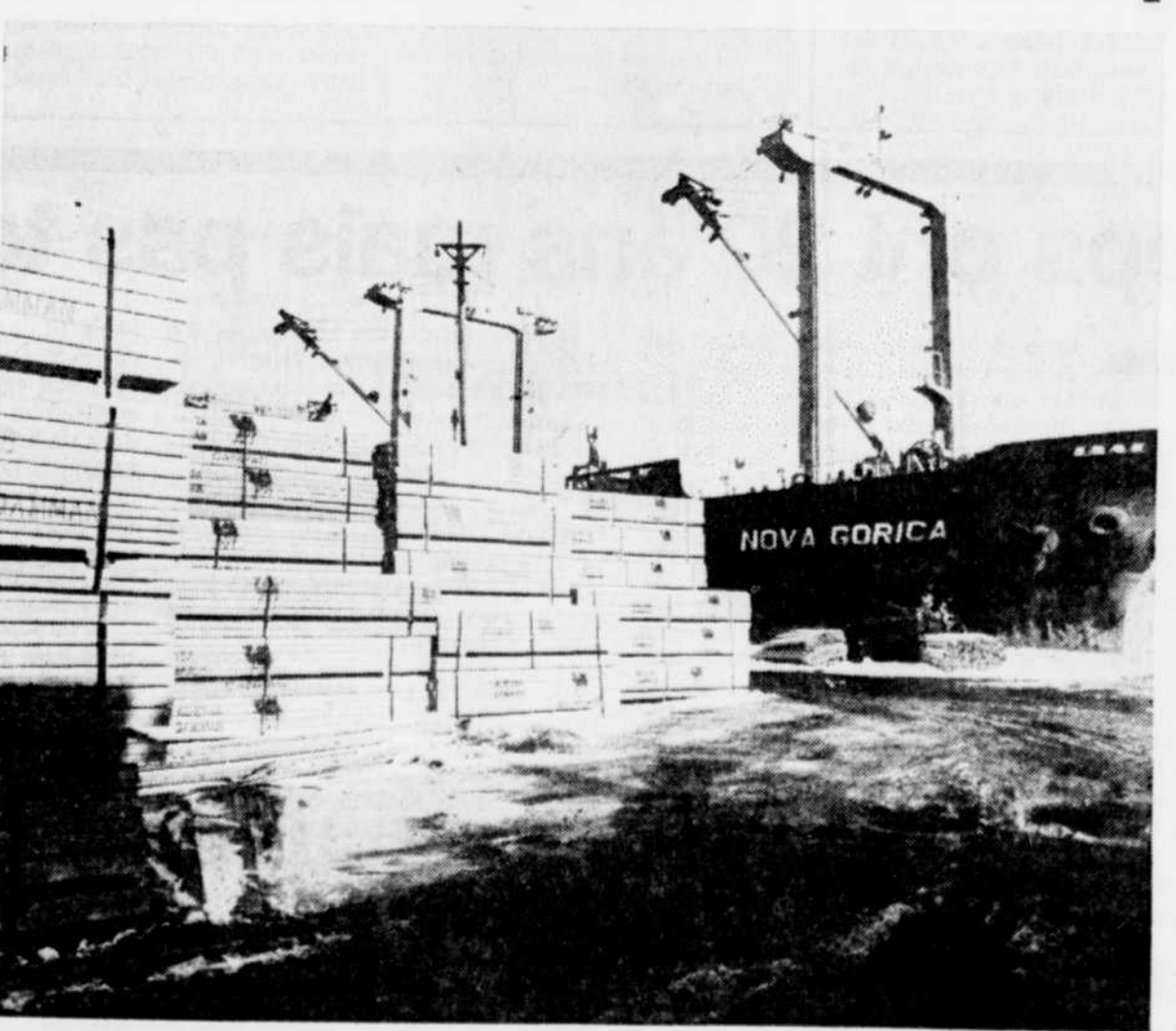
Le retour d'une vieille cause perdue

♦ En 1984, préparant la campagne présidentielle, le candidat démocrate Walter Mondale cherchait un thème qui pourrait exciter les électeurs. Se rappelant du temps où il était Vice-Président de Jimmy Carter, il ressortait une idée qui à l'époque avait fait couler pas mal d'encre: la création d'un comité qui serait chargé de trouver des solutions au déclin industriel du pays.

L'idée n'avait jamais vu le jour. Mais en 1984, Walter Mondale pensait que le pays était prêt, cette fois-ci, à lui accorder une chance. Les effets de la politique commerciale "portes ouvertes" prônée par l'administration Reagan se faisant déjà lourdement sentir sur l'industrie américaine (fermetures d'usines, déficit commercial galopant, etc), l'atmosphère était propice pour qu'au moins soit relancé le débat. Mais Walter Mondale s'est rapidement rendu compte que parler de "politique industrielle", c'est comme parler d'une oeuvre moderne: chacun l'interprète différemment. La vieille garde démocrate associait "politique industrielle" à protection et revitalisation de l'industrie lourde, les jeunes loups démocrates voulaient en faire un outil de promotion des industries Haute-Technologie et les républicains ridiculisaient tout simplement l'idée, estimant qu'il n'y avait aucune raison de s'exciter sur un problème qui n'existait pas. Bref, pour la seconde fois, l'idée était enterrée.

Le retour d'une star

Aujourd'hui, telle une star d'Hollywood, "politique industrielle" fait un retour éblouissant. Pour des raisons de marketing politique ("politique industrielle" fait trop



Les négociateurs américains ont arraché à leurs confrères canadiens qu'ils imposent une surcharge de 15 pour 100 sur l'exportation de bois d'oeuvre.

peuser à intervention du gouvernement) le nom a été changé en "compétitivité", mais le but reste le même: sortir le pays du marasme commercial dans lequel il patauge depuis six ans. Et cette fois-ci tout

le monde veut être invité à la table de la star, à commencer par le président Reagan et les membres du Congrès.

Bien sûr, certaines différences idéologiques existent. Les républi-

cains voudraient que les Etats-Unis deviennent plus compétitifs sans que le Gouvernement intervienne financièrement. Il suffit d'étudier d'un peu plus près les propositions du président Reagan

pour se rendre compte qu'il espère arriver à ses fins principalement en allégeant les contraintes commerciales qui pèsent sur les épaules de l'industrie (contôle à l'exportation, loi anti-trust). Les démocrates par contre, tout en soutenant ces propositions, voudraient également une plus large infusion d'argent fédéral dans l'éducation et le "retraining" des travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de la concurrence étrangère.

Mais il y a visiblement place pour un compromis, d'autant plus que les milieux industriels et académiques exercent une formidable pression pour qu'une réglementation soit votée cette année.

Et une seconde (bonne) raison de croire que le thème "compétitivité" ne sera pas rangé dans un tiroir est que la preuve existe que cela a du bon.

Car en 1984, alors que Washington enterrait l'idée d'une politique industrielle, les états la reprenaient, l'améliorèrent et en firent un outil économique formidable. Au Massachusetts, au Michigan, en Caroline du Sud et dans une dizaine d'autres états, les leaders ont pris la décision d'investir dans l'éducation, de créer des programmes de retraining, de fournir du capital aux entrepreneurs, d'alléger les lois commerciales et de promouvoir les produits sur le marché national et international. La réussite économique qui s'en est suivie est due au fait que les gouvernements de ces états ont joué un rôle d'intermédiaire entre l'industrie et l'université et non un rôle de "tiroir-caisse". C'est ce qui fait qu'ils ont réussi. Et Washington devrait s'en inspirer.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur
JACQUES-G. FRANCOEUR
Redacteur en chef et Editeur adjoint
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition
JACQUES DUMAIS

Peckford, l'hystérique

Le 24 janvier, le gouvernement Mulroney concluait une entente avec la France pour l'extension des droits de pêche de ce pays autour de Terre-Neuve, en échange de l'ouverture de pourparlers sur le sempiternel et jusqu'ici insoluble conflit territorial des îles Saint-Pierre et Miquelon.



par
Jacques
DUMAIS

Cette entente canado-française ne déplaît pas seulement à Terre-Neuve. De Paris, vendredi, le premier ministre Jacques Chirac aussi en souhaitait une révision mais à la hausse pour son pays. Le même jour, à Ottawa, le vice-premier ministre Don Mazankowski ouvrait effectivement la porte à cette renégociation. Et tout hystérique qu'il soit, le terre-neuvien Brian Peckford a quand même obtenu qu'une réunion spéciale des premiers ministres provinciaux se tienne, à Toronto, demain, afin que ceux-ci soient saisis du précédent dangereux que ce pacte bilatéral concernant la morue de l'Atlantique fait peser sur la viabilité du fédéralisme coopératif tel que relancé par M. Mulroney, peu après son élection de 1984.

Le premier ministre de Terre-Neuve, quelle que soit la nature précise d'une entente qui ne semble claire pour personne, a raison de se plaindre au plan des principes. Que cet accord Ottawa-Paris ait été paraphé sans aucune consultation avec cette province pauvre (20% de chômeurs) et qui survit grâce aux pêcheries, demeure inacceptable.

Cette bourde du gouvernement Mulroney, en dépit du fait qu'il dit la regretter amèrement, touche à une corde hypersensible d'une province qui, depuis son intégration dans la Confédération canadienne, en 1949, considère cette industrie comme un domaine de sa compétence. M. Peckford peut donc sans rémission exploiter ce filon, espérant qu'il lui rapportera des dividendes dans l'éventualité d'une élection générale chez ces insulaires canadiens.

Au moins sept des 10 premiers ministres provinciaux seront présents à la réunion extraordinaire de demain. M. Robert Bourassa, pour sa part, s'y fera représenter par le ministre délégué aux Pêcheries, M. Robert Dutil. M. Bourassa, on le comprend aisément, n'a pas le goût de cautionner un homologue aussi électoralement déchainé. M. Peckford, en politicien débile, exige même qu'Ottawa interdise l'accès des navires français dans les ports canadiens et réexamine sa participation au grand sommet des pays francophones de septembre prochain, à Québec.

Si M. Peckford avait seulement manifesté plus de sérieux dans ses doléances, le premier ministre du Québec eût été impardonnable d'éluder un tel rendez-vous à propos d'un accroc majeur au seul fédéralisme acceptable au Canada et d'une industrie également fondamentale pour nous car Québec doit en privatiser un large pan dans les mois qui viennent.

Julien Chouinard

Juge de la Cour suprême du Canada depuis 1979, M. Julien Chouinard, un ex-citoyen de Charlesbourg, rendait l'âme, hier. Cette mort constitue une perte pour la justice du pays et la plus haute cour canadienne.

M. Chouinard eût facilement pu accéder à la succession de l'actuel juge en chef Brian Dickson à l'expiration du mandat de celui-ci, en 1991. Déjà, en 1984, son nom circulait parmi les successeurs potentiels de feu Bora Laskin. Bon nombre d'observateurs voyaient alors en lui le juriste émérite, le bourreau de travail, l'homme rigoureux et l'affirmation de l'alternance (anglophone/francophone) et la jeunesse à Ottawa. N'oublions pas qu'il fut, avant d'accéder à la Cour suprême, ce membre influent de la Commission fédérale d'enquête sur la crise des gens de l'air qui donna raison aux francophones victimes de la bigoterie de leurs collègues anglophones, en 1976.

Julien Chouinard avait quitté, un an plus tôt, la haute fonction publique du Québec après qu'il eût contribué à la façonner, de 1965 à 1975. A l'époque secrétaire général du Conseil exécutif ou premier fonctionnaire du Québec, on se souviendra de cet homme discret comme l'un des peu nombreux mandarins de la politique qui aient gardé la tête froide pendant les tristes événements de la crise d'octobre 1970.

En juin dernier, invité à l'université Laval où il avait déjà été professeur de droit, le juge Chouinard impressionna vivement le public par un hymne à la VÉRITÉ, vertu bafouée par notre histoire contemporaine au profit de l'"adulation". Il s'agit là, avec le recul du temps, d'un testament bien à la mesure de l'homme et si instructif pour les vivants...

SAINTE-MARIE POURSUIT
LA MAIRESSE BOUCHER
POUR 1,3 MILLIONS!



GABURY
8-2-87

REVUE DE PRESSE

Le goût de manger son gâteau



par
Guy
RONDEAU
de la Presse
Canadienne

Les souverainistes orthodoxes et les révisionnistes se sont heurtés de front au dernier conseil national du Parti québécois. Pierre Marc Johnson, qui préconise le concept d'affirmation nationale pour faire progresser le Québec par la voie de l'émancipation, a réussi, mais non sans difficulté, à mettre en échec les orthodoxes.

Commentant l'événement, les journaux invitent le PQ à ne pas se perdre de nouveau dans d'interminables et stériles débats.

Pour l'instant l'intervention de Bernard Landry ajoute du piquant à la démarche dans laquelle le parti s'est engagé, souligne Johannes Martin Godbout, dans LE DROIT d'Ottawa-Hull.

Mais cette intervention risque plus d'attirer l'attention sur les sempiternelles tensions péquistes que sur le fond de la question.

Elle écrit que l'un des défis du PQ est de formuler un projet de société qui donnera à la population des perspectives d'avenir et un motif d'espérer des jours meilleurs.

Le PQ n'y parviendra pas, cependant si, s'enlisant à nouveau dans un débat souverainiste dépassé, il y sacrifie l'énergie qu'il devrait consacrer à la formulation de ses orientations socio-économiques.

Pour Gilles Lesage du DEVOIR, il ne s'agit pas d'empêcher le grand débat que souhaitent les orthodoxes. Au contraire, l'abcès qui couve devra être crevé et le plus tôt sera le mieux.

Lesage se réjouit du fait que M. Johnson reconnaît que la souveraineté est au cœur des débats qui, encore et toujours, déchirent les péquistes. De façon minutieuse, il faut maintenant faire le tour de la maison hantée, la nettoyer et la dépoussiérer. Il faut en débarrasser les fantômes.

L'éditorialiste du Devoir se demande si les péquistes comprendront jamais que leurs adversaires ne sont pas parmi leurs maigres troupes, mais à côté et, surtout parmi les désabusés et les indifférents qui ne veulent plus rien savoir de la politique et des grands rêves.

Dans LA PRESSE, Pierre Venat affirme que tant que le PQ se querellera pour savoir s'il doit faire ou non de la souveraineté un enjeu électoral, il lui sera à peu près impossible de travailler à un projet de société.

Il est prématuré, écrit-il, de parler d'un PQ "cliniquement mort". Cependant, s'il ne cesse

pas au plus tôt ses querelles internes, il ne faudra pas être surpris qu'il s'autodétruisse.

THE GAZETTE invite M. Johnson et ses fidèles à faire preuve d'honnêteté. Le chef de l'Opposition parle d'un vague concept d'affirmation nationale qui est susceptible de lui redonner le pouvoir et de travailler ensuite à l'indépendance du Québec.

Mais les orthodoxes ont maintenant un immense avantage, celui de se montrer honnêtes. Ils savent ce qu'ils veulent: l'indépendance. Ils semblent vouloir rejeter toute expression euphémique et toute astuce propre à tromper la population.

Pour leur propre intérêt politique, les orthodoxes font preuve de plus de bon sens que les révisionnistes, poursuit le journal anglophone qui rappelle que le père de M. Johnson, qui fut premier ministre du Québec à la fin des années 60, avait eu une carrière basée sur l'ambiguïté et qu'une telle attitude finit par susciter de la méfiance.

Roch Bilodeau, de LA TRIBUNE de Sherbrooke, croit que pour la majorité des Québécois le PQ leur rendrait un plus grand service en concentrant ses énergies sur un projet réaliste de société plutôt que sur un autre qui, n'en déplaise aux orthodoxes, ne se situe pas aux premiers rangs de leurs préoccupations.

Selon Bilodeau, le principal problème de M. Johnson, c'est que s'il ne triomphe pas bientôt de ses frères ennemis, c'est-à-dire lors du congrès d'orientation de juin, la population se lassera d'entendre les mêmes discussions se répéter encore et encore.

Valère Audy, de LA VOIX DE L'EST de Granby, croit que pour les "purs et durs" du parti, il s'agit d'un nouveau recul. Leurs chefs et stratèges les ont fait successivement reculer de la souveraineté à l'étapisme, à la mise en veilleuse de l'option et, enfin, à la promotion de l'affirmation nationale plutôt que de la souveraineté. Bref, le bout du tunnel s'éloigne au lieu de se rapprocher.

Pour Sylvio Saint-Amant, du NOUVELLISTE de Trois-Rivières, le PQ devra décider, un jour ou l'autre, s'il est un parti fédéraliste ou un parti autonomiste prêt à s'accommoder du fédéralisme, à la manière de l'Union nationale. L'affirmation nationale n'est rien d'autre qu'une forme d'autonomie à petite dose. Pour éliminer toute ambiguïté, M. Johnson devra faire la promotion de la souveraineté ou encore rejeter carrément cette option qui est et a toujours été la raison d'être du PQ.

On ne peut manger et conserver à la fois son gâteau.

NOTES DE LECTURE

Les cégeps ont 20 ans mais pas toutes leurs dents



par
Raymond
GIROUX

Les cégeps ont 20 ans cette année. Et tout le mal qu'on en dit n'est pas le fruit des inventions délirantes des observateurs incrédules de l'extérieur ou des étudiants permanents qui y tuent le temps en attendant de se trouver un travail chimerique... ou de franchir le cap fatidique des 30 ans qui permet de survivre grâce à une aide sociale devenue moins famélique.

La revue *Recherches sociographiques* de l'université Laval vient de préparer un numéro spécial sur cette bibite particulière qui héberge pas loin de 140.000 jeunes Québécois de 16 à 18 ans, en moyenne, qui espèrent en sortir prêts pour la vie, ou pour l'université. Le bilan? Les cégeps doivent changer, sinon le système va craquer!

C'est peut-être résumer un peu grossièrement l'oeuvre des cégeps québécois, mais on y va pour l'essentiel. Après tout, constate-t-on un peu honteusement à la lecture des statisti-

ques de la grande région de Montréal, si trois quarts des inscrits au programme en sciences complètent leur Diplôme d'études collégiales, à peine 57 pour 100 réussissent ce haut fait en sciences humaines, la moitié en lettres, et 42 pour 100 en arts. Le secteur professionnel dans son ensemble dépasse de justesse la marque des 50 pour 100.

Et sur 23.000 étudiants qui se sont inscrits dans ces cégeps à l'automne 1978, seulement 6.700 auront obtenu leur DEC dans les délais qu'on appelle aujourd'hui minimums, mais qu'on considérerait autrefois comme normaux. On ne double plus ses classes, mais on étire les études, pourrait-on dire.

Ces seules constatations suffiraient à alimenter le verdict des animateurs de ce numéro de *Recherches sociographiques*, MM. Simon Langlois, du département de sociologie de l'université Laval et Gary Caldwell de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Car "si rien n'est fait pour apporter les correctifs nécessaires au système d'enseignement collégial, écrivent-ils en présentation, ne risque-t-on pas de revivre une période de remise en question radicale de cette institution, comme ce fut le cas au milieu des années soixante avec les collèges classiques?"

Effectivement, rien ne bouge. La révision des programmes amorcée en 1978 attend toujours son dénouement. Et l'équilibre des forces trop parfait que l'on trouve dans les cégeps contribue à cet assoupissement général. Aussi, "cadres, professeurs et étudiants, syndicats et administration: personne ne veut prendre l'initiative de remettre en question 'les acquis', même dans le cas où l'on s'entend pour diagnostiquer un problème".

Ce régime de capitulation collective tient à plusieurs facteurs, le moindre n'étant pas la centralisation excessive des pouvoirs de décision au ministère de l'Éducation, notamment par l'entremise des négociations avec des syndicats tout aussi centralisateurs que l'État-patron.

La force syndicale, non prévue par le rapport Parent, a complètement bouleversé la vocation des cégeps. Les groupes de l'intérieur contrôlent maintenant la majorité des sièges des conseils d'administration des établissements, noyant en réalité toutes les voix du milieu dont l'apport paraissait essentiel au départ.

D'abord partenaires autonomes de l'État, les cégeps sont vite devenus des succursales du ministère. Bien sûr,

l'objectif de démocratisation de l'enseignement a été en bonne partie atteint. "Par son caractère public, polyvalent, régional et de courte durée, signale dans un article le professeur Pierre W. Bélanger, le cégep incite particulièrement les jeunes de conditions modestes à poursuivre des études et fournit à tous des conditions égalitaires d'accès à l'enseignement supérieur".

Il faut pourtant confronter à cette hypothèse générale les questions pertinentes que pose Louise Corriveau, du cégep Edouard-Montpetit, dans un autre article: "Peut-on encore accepter que des candidats aux études universitaires ne maîtrisent pas leur langue, ne sachent pas lire un sondage ou faire une règle de trois? Que leur dernier cours d'histoire, sauf l'histoire nationale, date du 1er cycle du secondaire? Qu'ils ne connaissent rien à l'organisation politique de leur pays?"

Les étudiants ont toutefois appris à décortiquer le système. Ceux qui tiennent vraiment à se rendre à l'université, dans n'importe quel secteur, s'engouffrent dans la filière sciences. Un DEC professionnel, par ailleurs, offre aussi un très bon rendement sur le marché du travail. Mais il faut éviter à tout prix le DEC général si on n'a pas

l'intention de poursuivre des études universitaires: l'étudiant aura perdu son temps, et la société, son argent.

Recherches sociographiques n'a pas tenté de jouer le rôle d'une enquête d'envergure sur l'avenir des cégeps. La revue pose un certain nombre de jalons et esquisse des réponses partielles autour de la question fondamentale, pour le secteur général: "quelle doit être la formation de base de l'étudiant qui se destine à des études universitaires?" Car la filière générale regroupe un peu plus de la moitié des étudiants (beaucoup plus dans le secteur anglophone) et suscite le plus d'interrogations.

Il s'agit maintenant, après 20 ans, d'ouvrir le débat en tenant compte des besoins des étudiants, et aussi de leur motivation à fréquenter le cégep. Car il serait tragique d'admettre, avec certains chercheurs, que le seul critère de réussite, à l'université, tiendrait aux résultats en français et en mathématiques au secondaire V! Quel gaspillage d'énergie, alors!

*"Les cégeps vingt ans après". *Recherches sociographiques*, vol XXVII, no 3, 1986. Département de sociologie, université Laval.

VOTRE PAGE

Le Soleil publie avec plaisir les opinions de ses lecteurs et de ses lectrices. Les lettres doivent être signées et accompagnées des nom, adresse complète et numéro de téléphone de leurs auteurs(s). LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et d'abréger les lettres. Priorité sera donnée aux lettres courtes. Adresser à: Votre page, LE SOLEIL, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6. Téléphone: 647-3368.

MANOIR RICHELIEU

Un coup d'épée dans l'eau

La recommandation du rapport Leboeuf, à l'effet que Malenfant doit vendre le manoir Richelieu, toute spectaculaire qu'elle soit, risque de n'être qu'une tentative de passer un sapin aux syndiqués.

Ce rapport à ses limites vite atteintes. D'abord, Malenfant n'est pas obligé de vendre, reconnaît Raymond Leboeuf. Ensuite, il se prononce arbitrairement sur le fond du litige (art. 45) en faveur de Malenfant, alors même qu'une cause-type sur le sujet est devant les tribunaux. On voit encore plus clairement où il veut en venir quand il parle de concessions syndicales. Justement, le médiateur a même suggéré un partage du temps de travail entre les travailleurs syndiqués et les scabs à l'emploi du Manoir. Il est donc clair qu'il ne prend pas en considération la revendication des syndiqués: la reconnaissance de leur syndicat. Son auteur n'y a

d'ailleurs jamais fait allusion explicitement. Alors, pour qui souhaite-t-il le départ de Malenfant?

Quant au gouvernement, il a immédiatement annoncé, par la voix du ministre Picotte, qu'il refusait de forcer Malenfant à vendre. Il refuse également de forcer par un loi spéciale la reconnaissance syndicale et le respect de l'esprit, sinon de la lettre, de l'article 45 du Code du travail... Sous des dehors non interventionnistes, le gouvernement poursuit systématiquement sa politique d'appui réel à Malenfant contre les syndiqués.

Dans ce contexte, le rapport Leboeuf est un coup d'épée dans l'eau qui n'apporte pas de solution à un problème. Bien plus, il véhicule une incitation à la démolition et aux concessions de la part des travailleurs en retour d'un règlement nébuleux avec un éventuel nouveau patron. L'enjeu de la

lutte des syndiqués du Manoir, c'est bien plus que leur rappel au travail: c'est la reconnaissance du syndicat et de la convention collective intégrale.

Pour les travailleurs du Manoir, et pour l'ensemble du mouvement syndical au Québec, la so-

lution au problème du Manoir passe par la poursuite de la lutte des syndiqués sur cette base et la satisfaction de leurs revendications avec ou sans Malenfant.

**Pierre Laprise
Breakeville**

Un article du code du travail prévoit qu'un nouveau propriétaire doit reconnaître le syndicat en place. M. Malenfant ne voulait pas de syndicat...

Je félicite M. Larose de s'être défendu. S'il avait plié le cou, l'exemple aurait servi à d'autres acheteurs de commerce (...)

**Mme R. Roy
Québec**

LES SPORTS



Le Soleil, Gilles Lafond

Un sport divin

Dimanche soir, le 25 janvier, je quittais le Centre Mario-Gosselin de Thetford-Mines avec ma fille de 8 ans et j'étais très fatigué car je venais d'oeuvrer comme bénévole, depuis 17 heures le vendredi jusqu'au samedi soir.

Par contre, je venais d'avoir l'immense chance de découvrir l'un des plus beaux sports qui, à mon avis, existe à l'heure actuelle: la "ringuette" (...)

Alors en revenant chez-moi, me voilà parti à penser à ce que je viens de vivre, à me remémorer la surprise ressentie lors des parties de "ringuette" de la fin de semaine en découvrant un sport de groupe passionnant et intelligent, moi qui croyais que c'était là un jeu pour amuser les fillettes de la maternelle.

Je me rappelais toutes ces montées à l'emporte-pièce effectuées par de gracieuses jeunes filles. Quel beau spectacle! Quel beau sport où l'intelligence, l'adresse, la coordination, l'intuition et les réflexes sont la base de sa réussite! Pour une fois,

voilà un sport d'équipe au Québec, faisant appel à la matière grise, plutôt qu'aux gros bras.

Car il faut le dire, notre sport national, le hockey, est de moins en moins intéressant, contrôlé par des magnats de la finance, pour qui l'exploitation du penchant naturel de l'être humain vers la violence et la domination prime avant tout. De plus en plus, on axe la formation de nos jeunes sur la supériorité de celui qui écrase l'autre. Aussitôt que l'on décèle un jeune joueur porteur de qualités supérieures, on envoie deux ou trois grosses brutes pour le démolir...

Merci mon Dieu d'avoir permis que des gens sensés imaginent et créent un sport aussi intelligent en y intégrant une réglementation qui ne laisse aucune place à la violence, octroyant ainsi toutes les chances à la capacité de l'intelligence humaine. (...)

**Gilles Vallières
Thetford-Mines**

LA SANTÉ

Prévenir, c'est...

(Lettre adressée au journaliste, Guy Dubé)

Vous traitiez, dans l'édition du Soleil du 17 janvier, des coûts d'utilisation du système de santé au Québec dus aux maux de dos. Vous rapportiez entre autres qu'ils sont la cause de nombre d'exams médicaux (plus de \$10 millions) et de plus de \$200 millions versés en indemnités, annuellement.

J'aurais apprécié que vous profitiez de l'occasion pour apporter un éclairage complémentaire au sujet, celui de la prévention des maux de dos. Cet aspect de la question aurait été d'autant plus pertinent que vous notiez que "la CSST se préoccupe de l'augmentation sans cesse croissante des traitements de physiothérapie".

En fait, je me permets de prêcher, à mon tour, pour ma paroisse. Je voudrais donc attirer votre attention sur un des moyens de prévenir bien des maux de dos: l'activité physique. Il est en effet prouvé que les personnes qui sont en bonne condition physique sont moins sujettes aux problèmes de dos ou peuvent en récupérer beaucoup plus rapidement (...)

Les entreprises, par le biais des primes payées à la CSST ou la baisse de productivité provoquée par la perte ou le remplacement d'un travailleur blessé au dos, supportent un fardeau financier dont elles se passeraient bien.

Les travailleurs qui souffrent de maux de dos, quant à eux, perdent beaucoup en termes de qualité de vie. Ils s'en trouvent gênés dans leur travail, quand ils ne sont pas tout simplement mis au rancart pour une période plus ou moins longue. Pire encore, ils perdent une grande partie de la jouissance de leurs temps de loisirs, parfois même après être retournés au travail.

Il est donc évident que patrons et travailleurs ont intérêt à collaborer pour contrer ce fléau. Il est tout à fait souhaitable qu'ils unissent leurs efforts pour favoriser l'implantation d'un programme d'activité physique et de mieux-être au travail. Une entreprise ne peut que bénéficier de l'amélioration de la qualité de la vie de sa principale matière première: sa ressource humaine.

**Benoît Mathieu
Charlesbourg**



Le Soleil, Yvon Mongrain

Des spécialistes

(Lettre adressée au journaliste, Guy Dubé)

Suite à la lecture de votre article sur les maux de dos des Québécois, paru le 17 janvier, il est déplorables de constater qu'encore une fois, la profession chiropratique y est oubliée. Et pourtant, les docteurs en chiropratique sont les véritables spécialistes de la colonne vertébrale. Leurs traitements sont les plus susceptibles de guérir les travailleurs affectés de maux de dos.

Les médecins généralistes et les physiothérapeutes n'ont qu'une connaissance limitée de la colonne vertébrale et de ses problèmes, et il n'est pas certain que leurs connaissances com-

binées soient suffisantes pour solutionner les problèmes de dos des travailleurs québécois.

Peut-on se permettre de jouer avec la santé de nos travailleurs? La Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST) se doit de réviser ses positions face à la chiropratique. Il est temps que les travailleurs fassent appel en premier recours non pas à une pléiade de "spécialistes" en se demandant si l'un d'eux trouvera une solution à leurs problèmes, mais plutôt qu'ils se dirigent au départ vers le vrai spécialiste de la colonne vertébrale: le chiropraticien.

**Louise-M. Duranleau
St-Bruno**

Son mot à dire

(Lettre adressée à Mme Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux)

J'aimerais savoir si le Québec a son mot à dire en ce qui concerne l'irradiation des aliments et l'étiquetage de tels produits. Depuis quelques années déjà, il semblerait que le Canada permet l'irradiation des pommes de terre, oignons, épicés et blé entier. Ceci ne me plait pas de l'apprendre comme un fait accompli alors qu'on en est encore à se demander si et comment on avertira les consommatrices-teurs (...)

Pendant ce temps-là, certaines personnes pensent que le procédé laisse encore des doutes.

**Monique Foley
Québec**

De toute façon, même si le fait d'irradier les aliments ne les rend pas radioactifs, une chose est sûre: cela les tue! Le germe, il ne germera plus après.

Ensuite, il nous reste encore le problème de la manipulation de matières radioactives, avant, pendant et après l'opération. On n'a jamais réglé le problème des déchets provenant des centrales nucléaires. Tchernobyl nous a prouvé combien il est dangereux de jouer avec des matières qu'on ne maîtrise pas bien et qui, de plus sont fatales en cas d'accident, erreur, etc. (...)

ARTS ET LETTRES



Le Soleil, Jacques Deschênes

En musique

Jeudi le 29 janvier en écoutant la sonate no 6 pour flûte à bec de Haendel diffusée par la radio MF de Radio-Canada à l'émission "Musique en fête" je me suis souvenu de cet artiste solitaire qui jouait cette merveilleuse oeuvre à la station Berri-Dumontingy à Montréal: une bonne demi-douzaine de rames à pu me passer au nez!

Quelque temps plus tard, je lisais une chronique du regretté Richard Daigneault qui nous disait dans un de ses derniers textes au SOLEIL que la violence pourrait être contrée dans le métro si l'on y jouait la musique de Mozart, Bach, Beethoven ...

L'illustre médecin-écrivain français Georges Duhamel raconte dans un de ses nombreux ouvrages que lorsqu'il était ambulancier durant la première guerre, il ramenait du front des blessés allemands dans un chariot sur les routes ravagées de France quand il entendait un blessé siffler la cinquième de Beethoven. Irrésistiblement, il se surprit à siffler à l'unisson. Deux hommes que le démon de la guerre avait faits ennemis étaient devenus frères dans la musique...

**Aimé Trottier
Grondines**

Non à la BDQ !

Soumise et peu connue, la bande dessinée québécoise reste à l'écart de ses concurrentes américaine et européenne. Ici au Québec, elle n'a même pas sa place dans la majorité des kiosques de revues et pis encore dans les librairies spécialisées.

Nous avons essayé un refus le 5 janvier, pour un dépôt en consignation de revues québécoises

au Royaume de la bande dessinée (Place Belcourt) à Ste-Foy, sous prétexte que la BDQ n'est pas connue, ne se vend pas et que l'intérieur n'est pas en couleur. UNE FARCE QUOI!

En 1987 aurons nous notre place à côté de l'unique CROC?

**Richard Gendron
Limoulu**

L'INFORMATION

A l'aube

Merci brave petit camelot, qui tous les matins sautes en bas de ton lit, au moment où la majorité ronfle dans son oreiller.

Merci petit bonhomme, qui enjambes le premier les bancs de neige après une tempête de la nuit.

Bravo, tu ne te plains pas à moins 25 degrés. Tu sembles avoir de la chaleur pour une centrale thermique.

Merci d'être toujours à l'heure. Il t'arrive même de pelleter devant une porte pour y déposer le journal à l'intérieur et pour qu'on retrouve les nouvelles pas trop "éparpillées".

Je te vois passer dans la nuit noire, sans bruit, seul, vaillant. Dis-toi que vous êtes "toute une armée" à vous mettre en branle à la même heure, chacun dans son territoire. Et quelle troupe bien disciplinée vous faites!!!

Continue petit homme, ta mere est bien fière de toi.

**Liliane Lefebvre
Audet, Loretteville**



Le Soleil brille

Se souviendra-t-on de mon texte intitulé "Rêver en couleur", publié dans le journal Le Soleil du 13 janvier dernier? Eh oui, je racontais aux lecteurs un dîner de rêve en compagnie de Pierre Péladeau (l'éditeur), soulignant de plus, les brindilles de fleurs de lys que je cueillais en chemin. Depuis, on m'a demandé si le millionnaire en question m'avait invitée en coulisse. J'ai passé l'âge, je vous assure! Mais je le retrouverai froissé sur du papier, à bout de souffle, dans un quotidien. En grande pompe, hurra! Attendez pour repartir avec ce précieux numéro. On me l'a consenti.

Après un succulent dîner, préparé de main de maître par un mari fidèle, toujours aussi attrayant, il s'avère que quelques gouttes de lait manquantes auraient suffi à éclaircir mon café noir, et à me retenir plus longtemps à la maison. Vite Pierrette! Au Restaurant Le Faubourg! Enfin, j'y suis!

Sur le comptoir, on met à la disposition de la clientèle, le Journal de Québec dont Pierre Péladeau se trouve par surcroît le fondateur. Jean-Guy Martin y parle de lui. C'est mon mari qui me l'a dit. On verra bien! En première page, "Les \$\$\$ introuvables". Saisissant tout de même! À la suivante! Cela tourne au vinaigre! Page 4? Illisible! Y aurait-on renversé un liquide quelconque? Non! Un peu plus loin? "Le froid s'installe". C'est vrai, je l'ai constaté. La page 21 semble en partie aussi blanche que le lys des champs. Page 45? De la blancheur de la neige au Québec. Dans le cahier, à la page 8-A? C'est aussi flagrant! Page 69? J'aurais eu besoin d'une loupe à mes lunettes pour prendre bonne note de mon horoscope! "Gémeaux: vous bénéficierez bientôt de très

bonnes influences qui vous permettront de progresser de façon notable. Assurez-vous d'un climat détendu autour de vous et régler de la façon la plus avantageuse les différentes entreprises en cours, de façon à vous libérer l'esprit et vous montrer entièrement disponible à l'imprévu qui s'annonce". Les mots croisés: je ne pus résoudre. Je vais tenter l'impossible ici: obtenir un exemplaire plus adéquat. Impensable! Positive à souhait, les blancs m'amusement à torrents. À tel point, que j'insiste pour repartir avec ce précieux numéro. On me l'a consenti.

Pour tout dire, Pierre Péladeau à son naturel y fait belle figure, bien en vue, fourmillant de projets énoncés judicieusement, à travers un état financier de quelques millions de bénéfices nets. Super! Les recettes augmentent quoique la qualité de l'imprimerie diminue. Québec peut bien aller de l'avant à publier le printemps prochain un quotidien de langue anglaise à Montréal! En bon français, ce n'est pas ça qui m'apportera le dîner rêvé. Il a du pain sur la planche, moi aussi!

Jusqu'ici, ça va! On a fait couler beaucoup d'encre avec ses imprimeries. Pas assez aujourd'hui! Conséquemment, je redoute le jour où il acceptera de publier à ses frais le plus enlevant de mes manuscrits! Là j'ai tout dit. Même ce qui n'était pas au programme! Somme toute, la nouvelle clef des songes, je la possède en moi et je chante à mon insu ce gai refrain: "HELLO, LE SOLEIL BRILLE, BRILLE, BRILLE..." Bien sûr j'achèterai le journal Le Soleil! Sans commentaires toutefois!

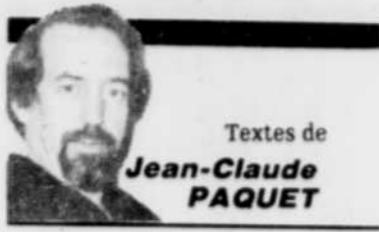
**Pierrette Lefebvre
Québec**

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

La radiothérapie à l'Hôtel-Dieu de Québec

L'équipement est vétuste et surutilisé

◆ L'Hôtel-Dieu de Québec est le plus important centre de radiothérapie au Québec, mais son équipement est vétuste et sa surutilisation a entraîné une détérioration de la qualité et de la précision des traitements.



Textes de **Jean-Claude PAQUET**

C'est ce qu'affirme un rapport d'étude présenté au CRSS-03, et portant sur un plan de mise à jour de l'équipement dans cette institution.

Membre de ce comité, le Dr Jacques Laverdière, chef du département de radiothérapie de l'Hôtel-Dieu de Québec, souligne que cet équipement - trois appareils au cobalt et un béta-tron - a été acquis au cours des années 60 et au début des années 70, et qu'au problème de la qualité attribuable à l'usure, s'ajoute un problème opérationnel. Le nombre de pannes, leur durée, dit-il, et la difficulté d'obtenir des pièces de remplacement, rendent de plus en plus aléatoire la disponibilité de ces appareils.

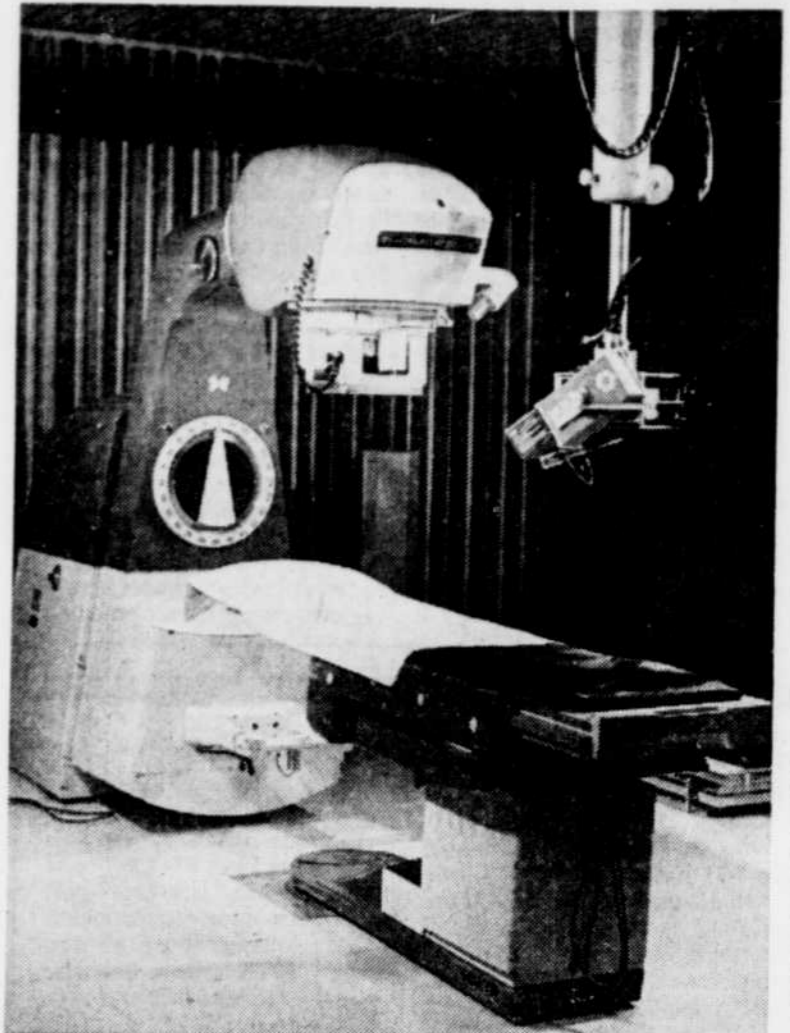
Pourtant, le nombre de patients à traiter connaît une augmentation constante, ayant atteint 2,700 en 1986, pour un total de quelque 45,000 traitements. Depuis deux ans, le service fonctionne de 12 à 14 heures par jour, et l'augmentation a nécessité l'imposition d'une cédule rigide à des patients qui sont souvent gravement atteints. On a même dû préparer une liste d'attente et des délais de plus de trente jours sont souvent requis entre le diagnostic et la mise en traitement.

Pourtant, dit le Dr Laverdière, le ministère de la Santé et des Services sociaux est saisi du problème depuis plus d'un an et n'a toujours pas donné de réponse.

Selon l'étude effectuée par le comité de l'Hôtel-Dieu, il faudrait remplacer les quatre appareils existants qui utilisent une technologie périmée, par six accélérateurs linéaires à faible et à moyenne et haute énergie.

Ce que nous craignons, disent les radiologistes de l'Hôtel-Dieu, c'est que le gouvernement nous donne un bonbon en ajoutant un appareil, ce qui ne réglerait en rien le problème de la qualité en raison du type d'équipement utilisé.

Pour remplacer l'équipement vétuste, affirment le Dr Laverdière et M. Louis Beaudoin, ingénieur bio-physicien du département de radiothérapie de l'Hôtel-Dieu, il en coûterait environ \$2 millions par année sur une période de cinq ans.



Les appareils au cobalt de l'Hôtel-Dieu de Québec ont été acquis au cours des années 1960 et 1970. Ils utilisent une technologie dépassée.

L'augmentation des cas de cancer aggrave la situation

◆ En raison du vieillissement de la population, le cancer sous ses différentes formes est une maladie à la hausse. Alors qu'on enregistrait environ 19,000 nouveaux cas par année au Québec en 1980, le nombre est passé à plus de 21,000 en 1985 et l'on prévoit qu'il sera de l'ordre de 23,500 en 1990.

Or, affirme le Dr Jacques Laverdière, chef du service de radiothérapie de l'Hôtel-Dieu de Québec, le nombre d'appareils requis pour les traitements de radiothérapie est fonction du nombre de cas à traiter.

Le centre de radiothérapie de l'Hôtel-Dieu de Québec dessert tout l'Est du Québec, soit un bassin de population de l'ordre de 1,5 mil-

lion de personnes. 2,675 personnes y ont été traitées au cours de 1985-86, ce qui en fait le plus important centre de radiothérapie au Québec.

Les normes récentes de l'Organisation Mondiale de la Santé fixent l'utilisation d'un appareil de radiothérapie entre 350 et 525 patients/année. Ces normes, explique le Dr Laverdière, qui ont tendance à excéder les normes nord-américaines, démontrent donc la surutilisation de l'équipement de l'Hôtel-Dieu, qui a traité une moyenne de 668 patients par appareil.

Quant à la qualité, explique le radiothérapeute, il faut concevoir le traitement en fonction de la profondeur d'une tumeur, de son étendue et des tissus environnants. Et il importe également de savoir que les accélérateurs li-

néaires concentrent beaucoup mieux le faisceau de radiations que les appareils au cobalt.

Bref, dit-il, les accélérateurs linéaires ont une plus grande polyvalence, ils confinent mieux les radiations, ont une plus grande précision et une plus grande mobilité, de sorte qu'ils permettent, en fin de compte, de donner un meilleur traitement.

C'est pour toutes ces raisons, explique le Dr Laverdière, que les radiothérapeutes du Québec estiment qu'il est important que le gouvernement du Québec prenne une décision dans les plus brefs délais, afin de mettre fin à cette dégradation dans le traitement de la maladie qui se classe au deuxième rang, pour la cause des décès.

LA MEDECINE APPRIVOISEE

Tabagisme: il y a plus que le risque de cancer



Le ventilateur volumétrique peut aider un poumon déficient.

◆ En 1987, dire que le tabagisme est responsable de la majeure partie des cancers pulmonaires relève d'une lapalissade; les recherches médicales ont bel et bien fait le lien. Parmi les cancers, celui du poumon remporte la palme des décès chez les hommes et les dernières statistiques indiquent qu'il a dépassé le cancer du sein chez les femmes, comme faucheur de vie.

par Dr François ST-MAURICE (collaboration spéciale)

On parle cependant très peu des autres problèmes respiratoires engendrés par l'usage régulier du tabac. Il y a bien sûr la bronchite chronique, responsable de toux et d'expectorations (crachats) survenant quasi tous les jours, surtout le matin et ce, durant plusieurs années. Vous connaissez sûrement quelqu'un qui, dès le lever, doit pratiquer un "râclage" systématique de la gorge avant toute autre activité... Mises à part ces manifestations, la bronchite chronique, par une diminution des mécanismes de défense du système respiratoire, expose sa victime à des infections plus fréquentes ou plus graves par rapport à un non-fumeur.

Des bulles

On pointe un doigt accusateur vers le tabac comme premier responsable de l'emphysème pulmonaire. Il s'agit d'une destruction du tissu pulmonaire lequel est

remplacé par des bulles d'air de diamètres variables qui ne peuvent assumer la principale tâche du poumon, c'est-à-dire fournir à l'organisme l'oxygène qui lui est nécessaire et éliminer le dioxyde de carbone et certains autres déchets métaboliques. La personne emphysemateuse doit donc compenser cette perte de poumon sain par une respiration laborieuse employant des muscles qui normalement ne servent pas à respirer. Ceci entraîne une fatigue de plus en plus marquée, un état d'anxiété grandissant et une limitation graduelle des activités quotidiennes. Dans les cas sévères, le rasage et la toilette personnelle deviennent des exercices ardues demandant plusieurs pauses destinées à reprendre du souffle. Fait intéressant à noter, plusieurs victimes d'emphysèmes, malgré tous leurs problèmes, ne résistent pas à la tentation et réussissent à rassembler l'énergie nécessaire à griller quotidiennement leurs cigarettes!

LA MPOC

Dans bien des cas, on retrouve chez les fumeurs une combinaison de bronchite chronique et d'emphysème dans des proportions variables. On pose alors le diagnostic de maladie pulmonaire obstructive chronique, familièrement appelée MPOC dans les milieux médicaux. Bien entendu, les troubles cités précédemment se rencontrent ici aussi.

Le coût social de ces problèmes

(bronchite, emphyseme, MPOC) est énorme en termes de symptômes chroniques, d'invalidité permanente, de jours de travail perdus et de frais médicaux. Pour plusieurs adeptes du tabac, les hospitalisations se suivent de près et les dossiers médicaux s'alourdissent rapidement. Il faut instaurer des programmes de physiothérapie respiratoire, traiter les infections respiratoires et les défaillances cardiaques engendrées par des poumons malades. Certains cas très avancés commandent l'administration d'oxygène au moins 18 heures par jour, même à la maison. Et n'oublions pas les décès. Un pneumologue américain estime que ces maladies du tabagisme - à l'exception du cancer - sont responsables de 50,000 mortalités annuelles chez nos voisins du sud. Rien de moins.

Des conseils

Les fumeurs invétérés qui se reconnaissent à travers ces lignes doivent être vigilants. S'ils notent un changement tant dans la quantité que dans le type d'expectorations produites ou encore s'ils crachent du sang depuis peu ou plus qu'à l'habitude, ils doivent communiquer avec leur médecin, lequel saura les aiguiller vers certains tests qui permettront l'identification et l'éventuel traitement du problème sous-jacent. Et puisqu'il s'agit de conseils, pourquoi ne pas terminer par une vérité de La Palice: ne pas fumer réglerait bien des problèmes...



Oui, mon vieux, plus de six milliards.

En l'an 2000, nous serons plus de six milliards sur la Terre

◆ WASHINGTON (AP) - Quatre bébés viennent au monde chaque seconde sur Terre et la population mondiale atteindra 6,2 milliards en l'an 2,000, rapporte le Bureau américain du recensement.

Entre 1985 et l'an 2 000, la population mondiale aura augmenté de 1,3 milliard. Pour le président de l'Institut de la population (organisme privé), M. Werner Fornos, cet accroissement de la population souligne de façon dramatique la nécessité d'augmenter l'aide au Tiers-Monde. Selon lui, l'effort de régularisation des naissances aura des conséquences monumentales pour l'environnement, les ressources, l'énergie, l'emploi et la qualité de la vie sur cette planète. L'augmentation la plus forte aura lieu dans les pays du Tiers-Monde. Pour Joseph Speidel, du

Comité de la crise de la population, ce n'est pas l'importance de la population d'un pays qui est difficile mais la rapidité du changement qui empêche certains pays de rattraper leur retard en matière de productivité agricole, de création d'emplois, de santé et tout ce qui concerne le développement, dit-il.

En 1950, la population mondiale était de 2,6 milliards. Depuis, les taux de naissance et de mortalité ont tous deux diminué mais le taux de mortalité a baissé plus vite. Au printemps 1985, il y avait 4,9 milliards d'habitants sur Terre.

En l'an 2,000, la population sera, d'une façon générale, mieux éduquée. Elle sera plus citadine et plus âgée qu'aujourd'hui. Mais il y aura bien sûr des différences importantes entre les pays.

Ce sont les pays sub-sahariens

qui connaîtront la croissance la plus importante avec trois pour 100 par an. La population de cette région aura doublé en 23 ans.

Viennent ensuite les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, avec 2,7 pour 100 de croissance par an, puis l'Amérique latine, avec 2,3 pour 100. La croissance est de 1,5 pour 100 en Asie, de 1,2 pour 100 en Océanie, de 0,9 pour 100 en Amérique du Nord et de 0,5 pour 100 en Europe et en URSS.

Actuellement, près de la moitié des habitants de la Terre vivent dans quatre pays: la Chine, l'Inde, l'URSS et les Etats-Unis. En 2,035, le Nigeria pourrait prendre la troisième place sur cette liste et l'Inde dépassera la Chine.

Les trois quarts de la population vivent dans les 20 pays les plus peuplés du monde. En voici la

liste, avec leur population actuelle et celle prévue en l'an 2000 (en millions):

Pays	1985	2000
Chine	1,037	1,189
Inde	768	1,013
URSS	278	311
Etats-Unis	239	268
Indonésie	173	227
Bésil	140	195
Japon	121	129
Nigeria	103	159
Bangladesh	101	143
Pakistan	99	149
Mexique	80	113
RFA	61	59
Vietnam	60	85
Italie	57	58
Philippines	57	75
G.-Bretagne	56	58
France	55	58
Thaïlande	52	65
Turquie	51	69
Egypte	49	71

SURVOL

Machina Sapiens pour apprendre à mieux écrire

♦ Une petite entreprise montréalaise, Les Logiciels Machina Sapiens Inc., qui a pour but de devenir le leader dans les applications de l'intelligence artificielle au Québec et au Canada, lance un logiciel, un programme pour micro-ordinateur, un outil devant s'intégrer au programme d'enseignement du français écrit au niveau du second cycle du Primaire et du premier cycle du Secondaire.

S.C.A.R.A.B.E.E. veut aider les étudiant(e)s qui ont de la difficulté à concevoir et à écrire des récits clairs et structurés, ceux qui ont des problèmes dans la lecture et la compréhension des textes. Avec un chiffre d'affaires anticipé de \$150,000 cette année, Les Logiciels Machina Sapiens Inc. se spécialise dans la conception et le développement de logiciels de haut niveau. L'entreprise propose un pont entre l'université et l'industrie, un transfert des techniques de l'intelligence artificielle et des systèmes à base de connaissances dans la réalisation de logiciels commerciaux. Outre deux Montréalais, on trouve à la tête de l'entreprise M. Richard Young, technicien en électronique de l'université Laval. En mai, Machina Sapiens a reçu le prix pour le meilleur concept informatique du concours d'entrepreneuriat en haute technologie organisé par la Fédération informatique du Québec.

Le diabète dans l'apesanteur

♦ Les astronautes canadiens Steve MacLean, Bjarni Tryggvason et Bob Thirkson vont se livrer, du 10 au 12 février à Houston, à des expériences d'apesanteur pour tester une technique de lutte contre le diabète, mise au point par la Canadian Astronautics Limited d'Ottawa et les laboratoires Connaught de Toronto. La technique consiste à micro-encapsuler dans de très petites bulles, les cellules qui produisent l'insuline, l'hormone employée dans le traitement du diabète. Ces bulles protègent les cellules contre le système immunitaire et laissent passer l'insuline fabriquée dans la capsule. Ces bulles doivent être parfaitement rondes pour ne pas endommager les cellules du sang et c'est dans l'apesanteur qu'on pourrait les fabriquer. L'appareil qui sert à injecter les microbulles sera aussi mis à l'épreuve.

A la recherche des trous noirs

♦ UCHINOURA (AFP) - L'Institut de l'Espace et des Sciences astronomiques japonais (ISAS) a lancé un satellite dont la mission est l'observation des étoiles à neutrons et des trous noirs, dont l'existence n'a pu, jusqu'à présent, être établie scientifiquement. Le satellite - d'un mètre de largeur, un mètre de longueur et 1,5 mètre de hauteur et d'un poids de 420 kg - a été lancé depuis un centre spatial souterrain dans le sud du Japon. Le satellite Astro-C atteindra son orbite à quelque 530 kilomètres au-dessus de la terre, indique-t-on à l'ISAS. Il est équipé de matériel à rayons X et gamma. Le satellite est entré dans une orbite de transit comme prévu, six minutes après son lancement.

Peste noire, variole et... sida

♦ WASHINGTON (AFP) - Le SIDA pourrait tuer des dizaines de millions de personnes d'ici 10 ans si aucun progrès n'est enregistré dans la lutte contre cette maladie mortelle, soutient le ministre américain de la Santé et des Affaires sociales, M. Otis Bowen. Le SIDA fera paraître la peste noire, la variole et la typhoïde "comme des fléaux bien pâles en comparaison". Si nous ne progressons pas, nous devrons faire face à la perspective effrayante de dizaines de millions de morts dans le monde d'ici une dizaine d'années", a-t-il ajouté. Notant qu'il n'existe aucun traitement connu à cette maladie, le ministre américain a déclaré que 50 à 100 millions de personnes pourraient être exposées au virus dans 20 ans. Au moins, 270,000 cas surgiraient aux Etats-Unis d'ici cinq ans. Déjà, a-t-il ajouté, un million à 1,5 million d'Américains sont porteurs du virus. Près de 30,000 personnes ont été frappées par la maladie aux Etats-Unis depuis son apparition il y a cinq ans et demi, et la moitié en sont mortes.

250 millions d'opérations

♦ WASHINGTON (AFP) - L'Agence spatiale américaine (NASA) disposera le mois prochain d'un simulateur numérique ultra-puissant pour des études aérodynamiques, capable d'effectuer jusqu'à 250 millions d'opérations par seconde. Le NAS (Numerical Aerodynamic Simulation), qui sera installé au centre de recherches d'Ames comprendra un ordinateur Cray-2, considéré comme le plus puissant disponible commercialement dans le monde. Il servira notamment aux travaux sur le projet d'avion trans-atmosphérique (TAV, alias "Orient Express") poursuivi par la NASA et le Pentagone, précise un communiqué de l'agence spatiale américaine. Cet ordinateur surpuissant sera également utilisé pour des études sur des lanceurs de nouvelle génération, des avions de transport hypersoniques et des appareils d'interception. Le NAS, souligne la NASA, "contribuera à maintenir la préminence américaine dans la recherche aéronautique". Le NAS servira également à des recherches en chimie, en météorologie, en génétique et en astrophysique.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Les savants auraient percé le secret des cristaux de neige

♦ Pendant que dans les Cantons de l'Est, des ordinateurs contrôlent l'enseignement artificiel de centres de ski, des savants américains, toujours avec des ordinateurs, croient avoir déchiffré les lois complexes qui président à la formation des cristaux de neige.

par Claude TESSIER

Certains physiciens pensent qu'en perçant ainsi les secrets des cristaux de neige, on se trouve placé sur des pistes intéressantes de la biologie.

En effet, la maîtrise de certaines lois de la physique ayant trait à la stabilité et l'instabilité des cristaux de neige pourrait permettre de bâtir des modèles sur la formation des cellules et la différenciation des espèces.

Encore une fois, c'est l'informatique qui s'affirme comme le support principal de ces recherches en science et en technologie dans la fabrication de la neige.

Ordinateurs et pentes de ski

Dans le cas de l'enneigement artificiel, la station de ski de Bromont s'est équipée d'un système informatisé français d'enneigement artificiel, le système York.

Ce système confie à un ordinateur central les informations nécessaires à un meilleur enneigement artificiel. C'est l'ordinateur, à partir de sondes, qui choisit les meilleures combinaisons température-humidité pour ensuite donner aux canons l'ordre de fabriquer de la neige. La neige "artificielle" reste coûteuse et difficile à fabriquer si on veut répondre aux types d'enneigement souhaités par les skieurs. Les ordinateurs sont désormais sur les pentes de ski.

Quant à savoir pourquoi les cristaux de neige sont tous symétriques et en même temps tous différents, la réponse vient de la re-



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
Les canons à neige sont de plus en plus informatisés.

cherche fondamentale. Cette fois, ce ne sont pas les spécialistes des sciences atmosphériques qui ont le beau jeu mais des équipes multidisciplinaires dans lesquelles on trouve des théoriciens, des ingénieurs et des spécialistes de la modélisation. Il y en a au Centre de recherche Schlumberger-Doll du Connecticut, au California Institute of Technology, à l'Institut for Theoretical Physics de Santa Barbara, à l'université Emory d'Atlanta, ou à l'École normale supérieure de Paris.

Un cheveu coupé en vingt

En gros, les chercheurs se sont

livrés à des exercices mathématiques complexes pour dénouer et renouer les forces qui stabilisent et qui déstabilisent les modes de croissance des cristaux. On s'est attaché surtout à suivre l'évolution des bordures des cristaux de neige en formation.

Alors qu'on portait surtout attention au phénomène physique de diffusion, le phénomène des effets de tension de surface a pris une importance considérable. Il avait été négligé probablement parce qu'il se produit à des échelles microscopiques.

Il est très difficile d'étudier en laboratoire la formation de la neige puisque certains détails observables n'ont que 500 angstroms soit un vingtième de l'épaisseur d'un cheveu. Les nuages où sont formés les cristaux de neige sont aussi un autre laboratoire mais il n'est pas facile d'y séjourner.

Les matériaux et la biologie

Ce sont des modèles mathématiques qui permettent de voir un peu plus clair dans le délicat équilibre des forces (nucléation, microstructure, perte d'énergie par exemple) qui sont en compétition et qui conduisent à la naissance de milliards de cristaux de neige, de la dentelle à l'aiguille inimaginable.

Une étude attentive montre que les cristaux de neige n'ont pas tous la même symétrie, malgré leur apparence. Les chercheurs ont travaillé alors à caractériser l'irrégularité de leurs branches et leur mécanisme de formation.

En travaillant ainsi, les chercheurs sur les cristaux de neige poussent la science dans une nouvelle direction, les modèles de formation des cellules biologiques. En tout cas, ils créent de nouveaux outils informatiques et de nouvelles pistes pour participer à la course aux connaissances nouvelles y compris pour l'étude des matériaux.

Environnement Canada offre ses services météo aux agriculteurs

♦ L'agriculture étant le secteur économique le plus sensible au climat, on cherche à améliorer au Québec la diffusion des bulletins météorologiques par de meilleurs contacts avec les médias et les organismes agricoles comme les coopératives, et par la multiplication de répondeurs automatiques dans les milieux ruraux.

A l'occasion de son passage à Québec pour une conférence devant la Société de météorologie, M. Jacques Côté, météorologue prévisionniste à Environnement Canada à Montréal, a déclaré que les cultivateurs sont de plus en plus sensibles aux services de météorologie agricole. En 1983, on évaluait à \$800 millions au Canada l'impact de ces services dans le milieu.

D'avril à octobre, les services météorologiques aux agriculteurs émettent à 6h30 et à 12h des bulletins pour aider les producteurs agricoles et horticoles à mieux planifier et à mieux contrôler leurs activités.

Les bulletins comportent des prévisions sur la journée, sur les prochaines 48 heures, sur les cinq prochains jours, sur les conditions du ciel, les températures, les probabilités de précipitation, les degrés-jours de croissance qui permettent d'estimer l'énergie disponible pour la croissance des plantes, les degrés-jours de chauffe qui servent

à estimer les besoins en chauffage d'un bâtiment, l'indice d'assèchement qui est la capacité de l'air d'absorber ou d'évaporer l'humidité du sol et des plantes, etc.

Ces données météorologiques servent aussi aux chercheurs et aux agronomes en climatologie agricole pour évaluer l'évolution des pousses, celle des insectes ravageurs et des maladies des plantes. A court et à moyen terme, on est plus en mesure de planifier certaines activités comme les arrosages et de multiplier les conseils en conséquence.

Les prévisionnistes comme M. Jacques Côté, surintendant de l'unité agrométéorologique au centre de météo du Québec à Environnement Canada, s'appuient, pour préparer leurs bulletins, sur le réseau mondial de la météo et sur des renseignements recueillis sur le réseau climatologique provincial. Aux prévisions officielles, l'agriculteur est invité à observer la situation locale pour se faire une meilleure idée de la situation atmosphérique.

Les services de météorologie agricole préparent aussi des sommaires hebdomadaires et mensuels qui sont publiés dans des médias comme *La Terre de Chez Nous* et d'autres bulletins agricoles. Toutefois, les grandes sources de diffu-

sion reposent sur les médias électroniques, les stations de Radiométéo Canada et les répondeurs automatiques qu'on veut multiplier au Québec. Ils sont fa-

ciles d'accès aux usagers grâce au téléphone; les prévisionnistes peuvent les actionner à distance pour les enregistrements des bandes magnétiques.

Pour savoir quel temps il fera demain

♦ Une société de placement commandite maintenant les bulletins météo sur répondeur automatique diffusés par le bureau météorologique de Québec.

Quand vous signalez le numéro de téléphone 872-2859 pour savoir le temps qu'il fera, une voix glisse d'abord un message de 20 secondes de Wood Gundy qui annonce ses services pour céder ensuite sa place aux prévisions.

Ainsi, grâce à cette commandite, Environnement Canada a pu faire passer de trois à 11 le nombre d'appels que les services météorologiques peuvent recevoir en même temps dans la région de Québec.

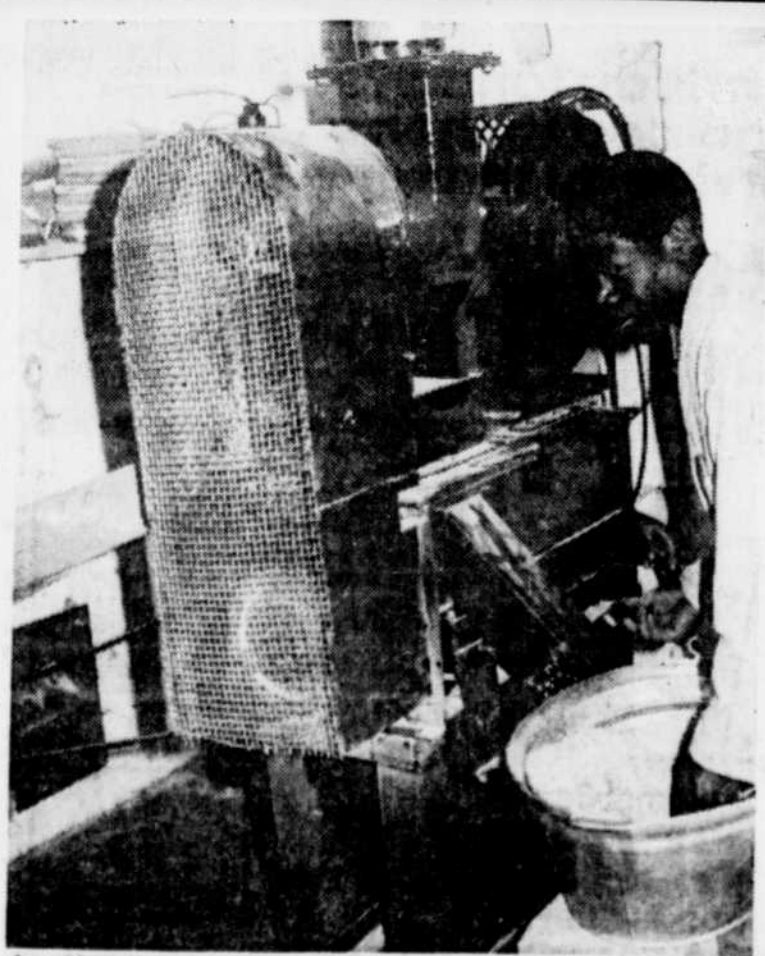
Cette forme de privatisation des bulletins sur répondeurs automatiques constitue une "expérience qui vient ainsi au secours des contribuables". Si les résultats sont concluants, on pourrait augmenter encore le nombre de lignes d'accès.

L'an dernier, un million d'appels ont été acheminés vers le bureau de la météo de Québec.

La région de Mont-Joli a aussi son répondeur automatique (tél. 775-7205) depuis quelque temps. Les bulletins, préparés à partir du bureau de Québec, renseignent 3,000 personnes chaque semaine.

Un autre répondeur automatique est en service, à Saint-Félicien, au Lac-Saint-Jean. Car ni au Saguenay ni au Lac-Saint-Jean, il n'y a de météorologie à la disposition d'une population de 300,000 habitants. En ce sens, c'est la région du Canada la plus dépourvue à cet égard.

Un sondage montre que les Québécois manifestent beaucoup d'intérêt pour les prévisions de la météo. Les réponses font voir qu'ils s'appuient sur la confiance, la fiabilité et l'accessibilité du service pour "téléphoner" à la météo.



La décortiqueuse à sorgho

Des décortiqueuses canadiennes pour les céréales africaines

♦ Une recherche canadienne sur les décortiqueuses de céréales est à l'origine de l'accord que les premiers ministres Mulroney et Mugabe ont signé il y a quelques jours en Afrique pour l'installation d'une quarantaine de minoteries dans des régions rurales du Zimbabwe.

D'autres pays comme le Sénégal, le Nigeria et le Botswana, ont reçu un appui financier depuis dix ans du Centre de recherches pour le développement international pour le développement de décortiqueuses à mils et à sorghos qui remplacent les fameux pilons qu'on trouve dans les zones tropicales semi-arides.

Traditionnellement, les femmes africaines consacrent de deux à cinq heures par jour au décorticage des céréales au mortier ou au pilon. C'est une tâche longue qui demande beaucoup d'énergie. La mécanisation à petite échelle des opérations de décorticage et de mouture peut apporter une partie

de la solution à leur travail pénible.

En 1972, le Laboratoire régional des Prairies à Saskatoon qui relève du Conseil national de recherche du Canada a commencé à travailler à la mise au point de systèmes capables de transformer en farines acceptables les principales céréales et légumineuses à graines de zones tropicales. Une batteuse à orge modifiée a rapidement cédé sa place à une décortiqueuse expérimentée ensuite et modifiée au Nigeria.

Une technologie simple

Depuis, différents modèles ont vu le jour. Les pays intéressés ont le plus souvent mené les recherches avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international.

En gros, il s'agit d'une boîte métallique dans laquelle tournent des meules, semblables à celles utilisées pour l'affûtage des outils tranchants. Les graines perdent

leur enveloppe en se frottant contre les meules, contre les parois rugueuses de la chambre de décorticage, et en s'usant les unes contre les autres. La décortiqueuse LRP débarrasse de leur enveloppe aussi bien les graines de mil, de sorgho, de maïs qui sont des céréales que les graines de niébé, de pois d'Angola et de soja qui sont des légumineuses tropicales.

La décortiqueuse est le pivot d'une minoterie qui comprend aussi une nettoyeuse, un broyeur, un blutoir pour la séparation des semoules et des sons, une source d'énergie (moteur diesel) et un système de pesage et d'ensachage. Les prix de ces systèmes varient de quelques centaines de dollars pour les versions "mini" pour moudre de 2 à 5 kg, et à des dizaines de milliers de dollars selon l'importance de la minoterie. Une meunerie importante peut moudre jusqu'à trois tonnes par jour.

Ce système de mouture à sec

permet la conservation de la farine pendant deux à trois semaines contre quelques jours seulement pour la mouture manuelle étant donné qu'on utilise de l'eau pour humidifier les graines. La farine du procédé traditionnel a tendance à rancir dès le décorticage.

Des incidences sociales

Le Canada s'appuie à des femmes entrepreneures de l'Etat d'Andhra Pradesh, en Inde, pour la mise sur pied d'autres minoteries.

L'implantation de la mouture mécanique doit être planifiée, estiment les experts canadiens. Il s'agit d'une nouvelle technologie qui modifie les habitudes locales. Les gens doivent payer pour faire moudre. Il y a aussi des incidences sociologiques. Dans beaucoup de communautés rurales, une bonne partie des échanges sociaux ont lieu au cours des travaux domestiques courants tels que le décorticage et le broyage des céréales.

HIÉR ET AUJOURD'HUI

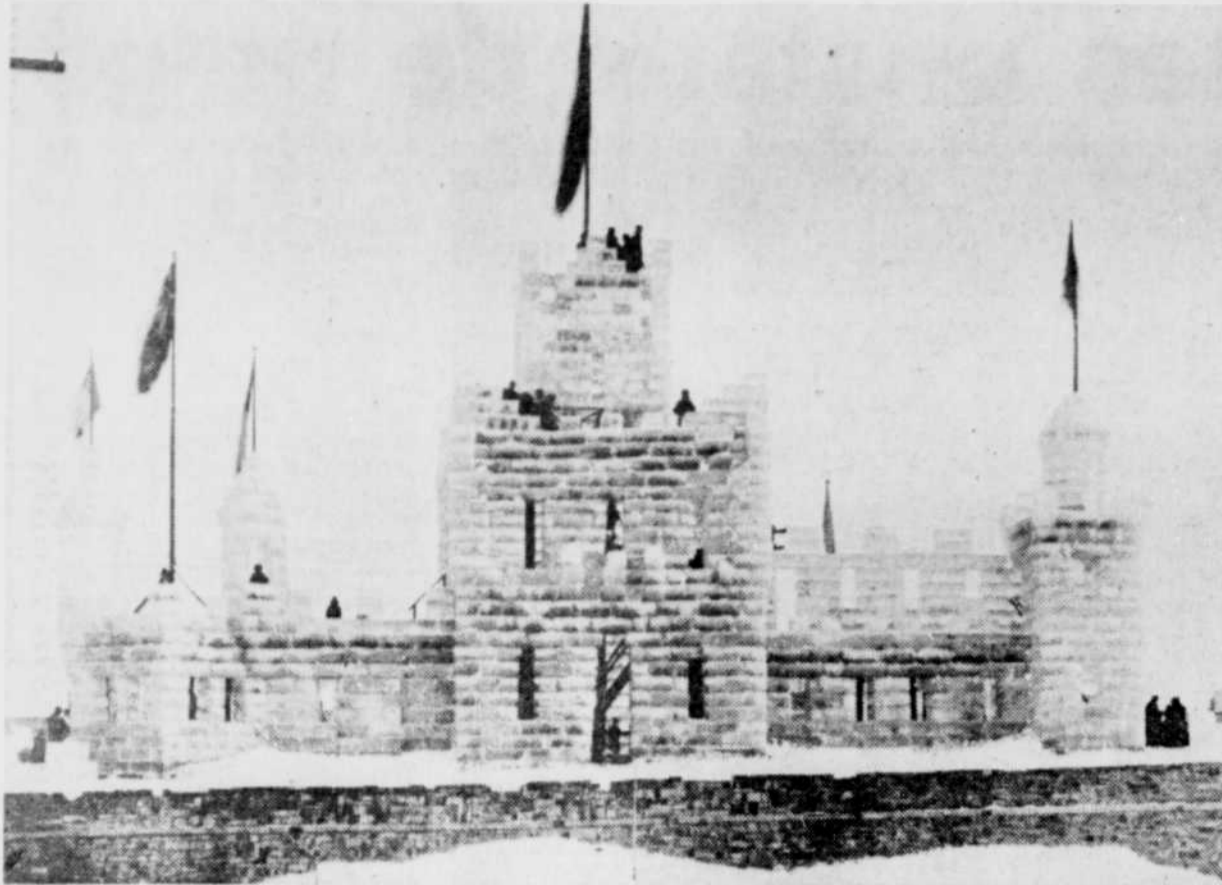


photo Archives nationales du Québec

Voici le château de glace tel qu'il apparaissait en 1894, date mémorable dans les annales des carnavaux de Québec. La présence du gouverneur général du Canada, lord et lady Aberdeen, l'illumination de la ville, l'atmosphère, l'enthousiasme de la population, la venue de 20,000 personnes de l'extérieur, la pratique des sports d'hiver et la prise d'assaut par les raquetteurs, tout cela avait contribué à faire de ces manifestations un immense succès.

En 1894, Québec recevait 20,000 visiteurs

Le château, pièce maîtresse du Carnaval

♦ Avec le Bonhomme Carnaval, la pièce maîtresse de ces fêtes d'hiver... Coeur et centre de toutes ces festivités... Son style varie avec les

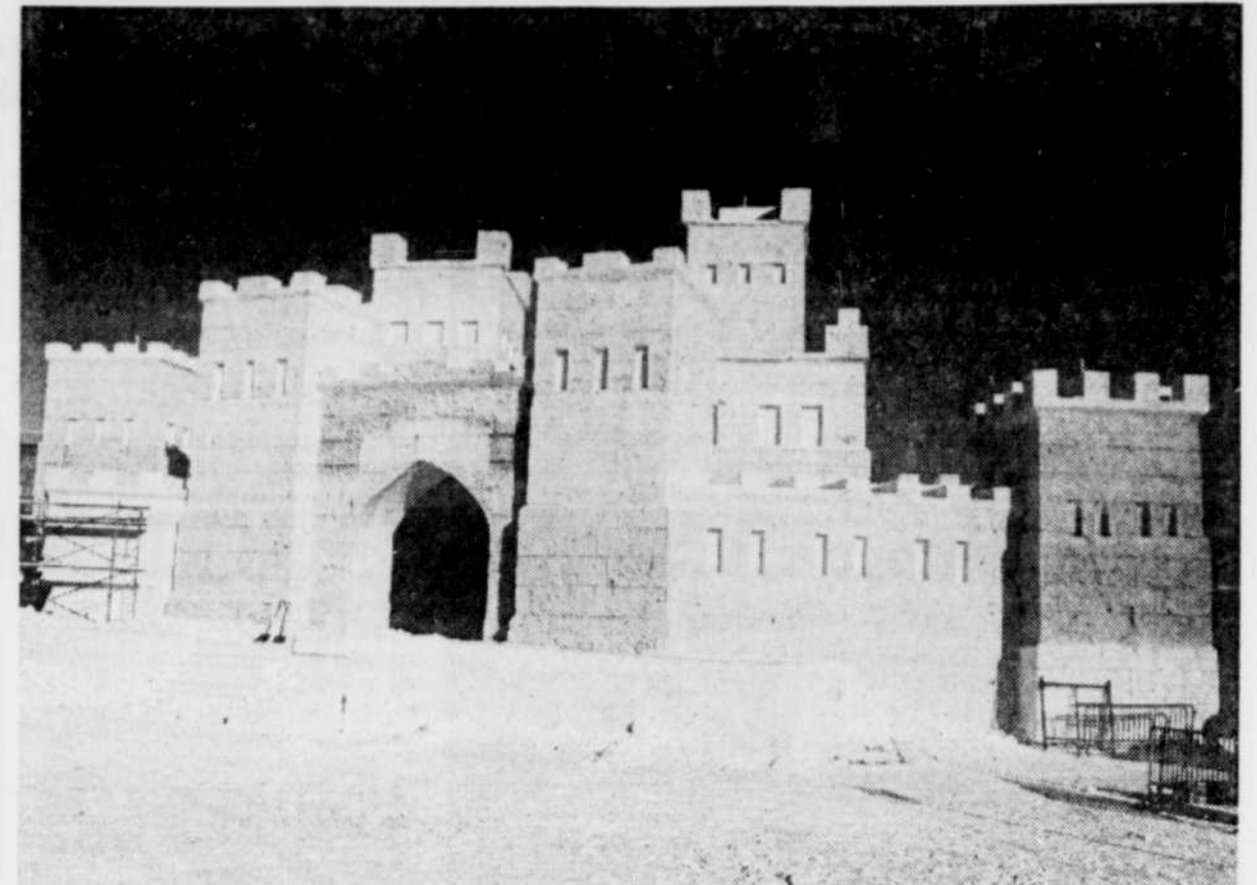
lui la fête serait incomplète... Mon Dieu, qu'il est beau!... J'aime le voir et le revoir..."

Voilà autant de réflexions qu'on entend en se promenant aux environs de cette pièce maîtresse du Carnaval qu'est le château. Il constitue, avec le désormais célèbre Bonhomme, le point central de cette période joyeuse, sorte de ralliement de grands et petits, Québécois et visiteurs qui, par milliers, envahissent la cité de Champlain en ce début de février.

Faire l'histoire des monuments c'est, inévitablement, parler de pierres qui sont là depuis longtemps et pour longtemps. Il en va

autrement pour le château de glace ou de neige puisque, de par sa nature même, il est destiné à avoir la vie courte. Il peut même lui arriver, de son vivant (!), d'être victime des caprices de dame météo et de voir des brèches dans sa structure pourtant impressionnante. Heureusement, il semble que ce ne sera pas le cas cette année, l'hiver étant magnifique.

Depuis les 30 années et plus qu'il existe, c'est-à-dire depuis sa renaissance puisqu'il y a eu plusieurs carnavaux autrefois mais de façon sporadique, cependant, le château règne en roi. Le Bonhomme Carnaval détient, en propre, la clef magique, une clef mais pas de portes...



Le Soleil, Jean Vallières

Près d'un siècle plus tard, le château de glace continue d'être le centre et le coeur du Carnaval de Québec. L'endroit adopté, à proximité des murs, l'accès facile à tous, l'environnement constitué autant d'éléments qui contribuent au succès et à la renommée de cette grande fête de la neige et du froid.



par Monique DUVAL

années, mais il est toujours beau et imposant... Le château de glace apporte de la majesté au paysage... Il domine Québec en hiver et sans

HISTOIRE ET PATRIMOINE

Le premier timbre de l'année soulignera l'exposition CAPEX 87 qui se tiendra à Toronto

♦ La Société canadienne des postes émettra le premier timbre de 1987 le 16 février, jour du patrimoine au Canada.

par Monique DUVAL

Ce timbre, d'une valeur de 34 cents, soulignera l'exposition philatélique internationale CAPEX 87 qui se tiendra, à Toronto, au nouveau Palais des congrès du 13 au 21 juin.

Trois autres timbres seront lancés le 12 juin. Ils représenteront des bureaux de postes canadiens déclarés historiques. Le jeu des quatre timbres sera regroupé en un feuillet souvenir sur CAPEX 87.

Le premier bureau de poste de Toronto fut construit en 1833 pour desservir la population de la ville de York, rebaptisée Toronto. Il est le seul vestige de l'époque où les bureaux de poste canadiens étaient exploités par l'administration postale britannique. L'édifice, aujourd'hui, abrite un bureau de poste auxiliaire et un petit musée.

Ces quatre nouveaux timbres sont l'oeuvre de John Mardon, de Toronto, et ont été imprimés selon le procédé de taille-douce et de lithographie.

Ajoutons que la Société canadienne des postes participera à cette exposition internationale de juin qui réunira des philatélistes de 90 pays. Pour renseignements: (613) 995-4302.

Musée et histoire

Musée et histoire ont toujours fait bon ménage et plus que jamais à l'heure de la muséologie moderne. C'est ainsi que, désormais, dans chaque musée quel qu'il soit, on trouve une boutique de livres et d'objets non seulement reliés à l'art mais aussi à l'histoire.

Au Musée du Séminaire, on ne déroge pas à cette règle et, en entrant à gauche, vous voyez une petite boutique animée, bénévolement, par des membres du Groupe d'animation des amis du musée du Séminaire (GAAMS).

À côté de livres, de cartes, d'agenda, de calendriers d'art, sont exposés et offerts en vente



Émis le 16 février, ce timbre de 34 cents représente un bureau de poste canadien historique, sis à Toronto. En juin, il sera accompagné de trois autres timbres sur un feuillet souvenir imprimé à l'occasion de CAPEX 87.

les Cahiers d'histoire de la Société historique de Québec, documentation de premier ordre sur différents sujets: vieilles maisons de Québec, Bois de Coulonge, École normale Laval, histoire de la ville de Québec, le village de Château-Richer, seigneuries de Beauré et de l'île d'Orléans, les Irlandais à Québec et plusieurs autres.

La boutique offre aussi des bijoux d'Alain Turgeon, des miniatures de Marthe McLeod, des foulards de Monique Quine, des vases de Pauline Pelletier et l'Atelier du vieux Cap-Rouge.

La boutique est ouverte les samedis et dimanches de 11h à 16h. Pour renseignements: 692-2843.

Exposition de figurines

Le musée David M. Stewart, de l'île Sainte-Hélène à Montréal, présente actuellement une exposition de figurines. Sous le thème *Un défilé de miniatures*, on y expose des figurines représentant des personnages historiques ou légendaires, des animaux, des scènes diverses tirées du quotidien. Art très ancien et qui se pratique encore aujourd'hui, la figurine utilisait et continue d'utiliser divers matériaux: argile, bois, étain, plomb, bronze, pierre, verre soufflé, plastique. Les soldats de plomb, objets chéris des enfants royaux, ont souvent constitué d'imposantes collections dont on a tiré ce Napoléon Ier à cheval (voir photo); il voisine des personnages de l'histoire du Canada: Cartier, Champlain, Madeleine de Verchères, Radisson, la compagnie Franche de la Marine et autres. Cette pittoresque exposition tiendra l'affiche jusqu'au 21 avril. Pour renseignements: (514) 861-6701. ●



Cette figurine représentant Napoléon Ier à cheval est exposée au musée Stewart à Montréal.

1894: une année mémorable

De mémoire de citoyen de Québec, le Carnaval de 1894 aura été un des plus beaux et des plus mémorables et les journaux de l'époque nous en relatent tous les détails. Tout d'abord, l'hôte d'honneur était le gouverneur général du Canada, lord Aberdeen. Accompagné de sa femme et de ses deux enfants, alors adolescents, ce grand ami des Canadiens français (une rue de Québec porte son nom dans le quartier Montcalm) était présent à tout et à tous.

Cette année-là, 1894, Sir Adolphe Chapleau était lieutenant-gouverneur, Louis-Olivier Taillon,

premier ministre, et J.J.T. Frémont, maire de Québec. Le président de ces fêtes était un ancien premier ministre, H.G. Joly. À la tête d'un comité formé d'hommes d'affaires, M. Joly et le maire Frémont mirent tout en oeuvre pour faire un succès de ces fêtes ce qui arriva si on juge par les récits des journaux.

Les décorations de Québec étaient extraordinaires. La Citadelle, la terrasse Dufferin, tout illuminées, soulevaient l'enthousiasme de la foule qui s'en donnait à coeur joie. De nombreuses arches, faites de sapin ou de glace, initiative de commerçants ou de propriétaires d'entreprises, ornaient la ville.

Une tour Eiffel avait été érigée à côté de la gare du Palais et plusieurs monuments de glace et non de neige ce qui est beaucoup plus joli avaient suscité l'admiration de lord Aberdeen, de sa suite et des Québécois eux-mêmes.

Louis Jobin

Ces monuments avaient, parfois, de véritables artistes pour auteurs. Comment ne pas évoquer Louis Jobin sculptant un Mgr de Laval, un cardinal Taschereau, un père de

Brébeuf, un Champlain, statues dont le "dévoilement" incitait MM. Joly, Frémont à faire de beaux et longs discours comme c'était alors la mode.

Ce monument de glace avait été construit par l'architecte François-Xavier Berlinguet et, ainsi que nous le montre notre photo, les gens pouvaient en faire l'ascension. D'ailleurs, il était courant autrefois -la chose se faisait aussi à Montréal qui a eu des carnavaux autrefois- que le dernier jour, les raquetteurs en faisaient l'assaut au grand amusement de toute la population.

Des journaux rapportent qu'en cette année 1894, Québec reçut 20,000 visiteurs venus de l'extérieur, de New York notamment. Et le clou, la grande fête de l'élégance pourrait-on dire, était le bal présidé par leurs Excellences et réunissant dans une des salles de l'hôtel du Gouvernement la haute société de Québec. Des bougies avaient été placées dans chaque fenêtre de l'édifice construit par E.E. Taché inauguré quelques années auparavant. Québec, hiver 1894, une véritable féerie... ●

RENDEZ-VOUS 87

Voici l'équipe du tonnerre...

Denis Grenier
Directeur des ventesAndré Voyer
Copropriétaire

Lee A. Iacocca

J.-Pierre Voyer
CopropriétaireAlain Marcotte
Directeur-adjoint

Des prix du tonnerre
un choix du tonnerre
un service du tonnerre

Claude Walsh
ConseillerJ. Thomassin
ConseillerAndré Grenier
ConseillerJ.-Luc Roberge
ConseillerC. Blodeau
ConseillerDanny Jobin
ConseillerGuy Lessard
ConseillerMarie-T. Guay
Conseiller

Automobiles
BEAUPRÉ Ltée
DODGE-CHRYSLER

2400, Dalton, Sainte-Foy - 653-5212

